

# REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



## MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN



## PROJET DE LOI DE REGLEMENT GESTION 2017

Table des matières

Exposé général des motifs .....	3
<b>I. SITUATION ECONOMIQUE</b> .....	4
1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	4
2. SITUATION AU SENEGAL .....	5
<b>II. GESTION PRUDENTE DU BUDGET DE L'ETAT</b> .....	6
<b>III. ÉLÉMENTS D'ANALYSE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE</b> .....	8
1. ELEMENTS DE SYNTHESE.....	8
2. DEFICIT BUDGETAIRE .....	9
3. REAMENAGEMENT DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES .....	10
4. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE .....	12
a. Réalisations des recettes .....	14
b. Exécution des dépenses .....	16
5. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE.....	20
I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2017.....	22
Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2017 .....	22
I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général .....	23
I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général.....	23
I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor. ....	23
I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.....	24
II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES .....	24
III.1 Ouverture de crédits complémentaires .....	25
III.2 : Annulation de crédits .....	26
IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR.....	26
V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT .....	27
V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2017 .....	27
V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....	27
V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE .....	28
VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2017 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR .....	28
PROJET DE LOI.....	30
ANNEXES AU PROJET DE LOI.....	34
ANNEXE I SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL .....	35
ANNEXE II SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	37
ANNEXE III SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....	43
ANNEXE IV SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS PAR SECTION ET PAR TITRE.....	46
ANNEXE V SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION .....	51
ANNEXE VI PERTES ET PROFITS.....	56

## **Exposé général des motifs**

L'Assemblée nationale, en sa séance du samedi 10 décembre 2016, a adopté la loi n° 2016-35 portant loi de finances de l'année 2017, promulguée par le Président de la République à la date du 23 décembre 2016. Ces formalités juridiques accomplies donnent droit aux pouvoirs publics et ministères sectoriels d'exécuter le budget dans le respect de la réglementation applicable à l'exécution de la dépense publique.

A la clôture de la gestion, il incombe au Gouvernement, au regard des dispositions des articles 36 et 44 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, de rendre compte au Parlement, autorité délibérante possédant le pouvoir de contrôle des opérations budgétaires, de l'exécution des autorisations parlementaires accordées dans les lois de finances initiale et rectificative de l'année, à travers la loi de règlement.

Destinée à rendre compte de l'emploi des ressources publiques, la loi de règlement répond également aux exigences de transparence et de redevabilité, gage d'une bonne gouvernance tant prônée par les organismes et institutions nationaux et internationaux et participe à l'amélioration de la notation du Sénégal par les évaluateurs internationaux.

Les modalités d'élaboration du projet de loi de règlement pour l'exercice 2017 obéissent aux mêmes règles que les gestions précédentes. Il s'agira, après avoir décrit la situation économique suivant laquelle la loi de finances a été exécutée, de montrer le niveau de réalisations des recettes et dépenses avant de faire l'analyse de l'exécution budgétaire.

## **I. SITUATION ECONOMIQUE**

L'année 2017 a été une année de renforcement des performances économiques avec une tendance favorable du taux de croissance du PIB réel qui devrait se maintenir à un niveau de plus 6% acquis depuis 2015.

En effet, la croissance du PIB réel est projetée à 6,8%, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2016, reflétant ainsi, la consolidation de la mise en œuvre des grands projets d'investissement et le renforcement de l'ensemble des secteurs productifs.

### **1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

En 2017, l'environnement économique et financier international a été marqué par le regain d'activités dans les pays avancés, notamment, la zone euro et les Etats-Unis avec respectivement des taux de croissance de 2,3% et 2,4% contre 1,5% et 1,0% en 2016.

Pour les pays émergents et en développement, la croissance de l'activité ressort, en moyenne, à 4,7%, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage qu'un an auparavant.

Au total, la croissance de l'économie mondiale s'est raffermie à 3,8%, soit une progression de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2016.

Au titre des échanges sur le marché des matières premières, le cours du baril du pétrole brut a connu des hausses significatives en 2017, de l'ordre de 23,1% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est imputable aux événements climatiques intervenus aux Etats-Unis ainsi que la prolongation de l'accord OPEP, qui vise à limiter la production de pétrole et les tensions au Moyen orient.

Globalement, l'inflation dans les pays avancés est attendue à 1,7% en 2017 contre 0,8% un an plutôt.

## **2. SITUATION AU SENEGAL**

En 2017, l'économie sénégalaise a suivi une tendance favorable et a enregistré un taux de croissance du PIB réel qui devrait se situer autour de 7,2%, supérieur de 0,1% en glissement annuel.

L'activité a été tirée par la bonne dynamique du secteur primaire (12,9%) qui serait essentiellement liée aux performances du sous-secteur agricole avec la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), dont l'année 2017 constitue un repère fondamental en termes de réalisation des objectifs fixés par ledit programme qui a pour effet d'impacter positivement la balance commerciale.

Quant aux secteurs secondaire et tertiaire, ils enregistreraient une progression respective de 4,5% et 6,6%, soit une évolution positive de 0,3% et 0,0% par rapport à 2016.

L'activité économique en 2017 a été principalement soutenue par la consommation privée projetée en hausse de 7% en 2017 contre 5,1% en 2016 ; la consommation publique est attendue à 7,6% contre 5,9% en 2016.

S'agissant de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), elle a connu un ralentissement et atteint 10,6% en 2017 contre 13,7% en 2016. La composante publique a, pour sa part, augmenté de 7,2% en 2017 après 16,2% en 2016 sous l'impulsion de la poursuite de l'exécution des projets d'investissements publics, mais également de la vigueur des investissements privés bénéficiant de l'effet d'entraînement du PSE. Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, s'est bonifié, passant de 23,2% à 23,8% du PIB sur la période.

Du côté des prix, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB, s'est établie à 1,7% en 2017 contre 0,8% l'année précédente, dans un contexte de flambée du cours du baril de pétrole brut et de certaines matières premières.

## II. GESTION PRUDENTE DU BUDGET DE L'ETAT

En 2017, le Gouvernement est resté dans la limite des autorisations budgétaires de la loi de finances de l'année. En effet, pour atteindre le déficit prévisionnel, des efforts ont été faits dans le recouvrement des recettes et des ajustements effectués sur les dépenses.

**Sur les recettes**, une performance a été réalisée en termes de sincérité des projections. Sur une prévision de ressources de 3 359,95 milliards FCFA, les recouvrements ont été de 3 647,75 milliards FCFA ; soit une plus-value de 287,8 milliards FCFA (9%). Ces résultats obtenus confirment toute la prudence et la sincérité des prévisions de recettes.

### RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE LA PRÉVISION À L'EXÉCUTION

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS	RELISATIONS	ECART	%
RECETTES FISCALES	1 985 700 000	1 839 554 033 751	- 146 145 966 249	93%
RECETTES NON FISCALES	98 400 000 000	91 243 915 133	- 7 156 084 867	93%
DONS BUDGETAIRES	35 000 000 000	16 422 310 912	- 18 577 689 088	47%
RECETTES EXCEPTIONNELLES	63 000 000 000	246 983 956 778	183 983 956 778	392%
AUTRES RECETTES	629 000 000 000	893 601 582 539	264 601 582 539	142%
<b>TOTAL RECETTES INTERNES</b>	<b>2 811 100 000 000</b>	<b>3 087 805 799 113</b>	<b>276 705 799 113</b>	<b>110%</b>
DONS PROJETS	215 000 000 000	215 074 423 862	74 423 862	100%
EMPRUNTS PROJETS	222 000 000 000	241 475 052 265	19 475 052 265	109%
<b>TOTAL RECETTES EXTERNES</b>	<b>437 000 000 000</b>	<b>456 549 476 127</b>	<b>19 549 476 127</b>	<b>104%</b>
<b>TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>3 248 100 000 000</b>	<b>3 544 355 275 240</b>	<b>296 255 275 240</b>	<b>109%</b>
<b>TOTAL RECETTES CST</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>103 398 971 826</b>	<b>- 8 451 028 174</b>	<b>92%</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>3 359 950 000 000</b>	<b>3 647 754 247 066</b>	<b>287 804 247 066</b>	<b>109%</b>

**Les recettes du budget général** s'établissent à 3 544,35 milliards FCFA soit une hausse de 296,25 milliards FCFA par rapport aux dotations de la loi finances initiale.

**Les encaissements de recettes fiscales et non fiscales** sont en légère moins-value de 7% expliqués principalement par :

- la non réalisation des recettes attendues du fonds de soutien des produits pétroliers (FSIPP) suite au gel du prix à la pompe malgré la hausse du cours du baril sur le marché international ;
- les moins-values enregistrées sur les impôts sur salaires et pensions ainsi que celles de la CFCE ;
- la non réalisation des recettes attendues des droits de douane.

**Les dons budgétaires** ont été recouvrés à hauteur de 47%, soit une moins-value enregistrée de 53%.

Par contre, **les recettes exceptionnelles, les autres recettes et les recettes externes** ont connu des plus-values très importantes.

En ce qui concerne **les comptes spéciaux du Trésor**, les réalisations de recettes ont atteint un niveau appréciable de 92% en 2017.

**Pour les dépenses**, globalement, sur des prévisions de 3 359,95 milliards FCFA auxquelles s'ajoutent des reports de crédits d'investissement de 2016 sur 2017 de 50,65 milliards FCFA, les autorisations budgétaires ont été presque entièrement utilisées avec un niveau d'absorption de 97,51%.

Toutefois, suivant les grandes catégories de dépenses, ce niveau appréciable d'exécution est disparate. Ainsi, la dette publique, les charges de personnel et le fonctionnement ont été exécutés en dépassement des prévisions alors que les investissements exécutés par l'Etat, les transferts courants et en capital ainsi que les charges des comptes spéciaux du Trésor ont enregistré des crédits disponibles en fin de gestion.

#### **DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT DE LA PRÉVISION À L'EXÉCUTION**

NATURE DE LA DEPENSE	PREVISIONS	CREDITS OUVERTS	ORDONNANCEMENTS	ECARTS	%
<b>DETTE PUBLIQUE</b>	680 000 000 000	680 000 000 000	740 523 442 894	- 60 523 442 894	108,90 %
<b>PERSONNEL</b>	586 000 000 000	586 000 000 000	599 945 561 224	- 13 945 561 224	102,31 %
<b>FONCTIONNEMENT</b>	343 867 638 000	331 958 882 801	356 107 115 051	- 24 148 232 250	107,27 %
<b>TRANSFERTS COURANTS</b>	413 032 362 000	430 789 054 496	422 451 834 041	8 337 220 455	98,06%
<b>INVESTISSEMENTS</b>	642 254 046 000	589 825 512 782	544 083 903 283	45 741 609 499	92,24%
<b>TRANSFERTS EN CAPITAL</b>	582 945 954 000	680 180 909 269	558 319 307 081	121 861 602 188	82,08%
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 248 100 000 000</b>	<b>3 298 754 359 348</b>	<b>3 221 431 163 574</b>	<b>77 323 195 774</b>	<b>97,66%</b>
<b>TOTAL CST</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>104 096 973 681</b>	<b>7 753 026 319</b>	<b>93,07%</b>
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>3 359 950 000 000</b>	<b>3 410 604 359 348</b>	<b>3 325 528 137 255</b>	<b>85 076 222 093</b>	<b>97,51%</b>

S'agissant des dépassements, les catégories concernées sont dotées de crédits évaluatifs et donc, peuvent s'imputer au besoin, au-delà des crédits ouverts par la loi de finances, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°2001-09 et de l'annexe 7 de loi de finances n°2016-35.

Il s'agit, précisément, des dépenses de la dette publique, du personnel et des dépenses relatives aux impôts et taxes des marchés sur ressources extérieures. Pour ces dernières, le dépassement s'explique par le comportement dynamique des ressources extérieures pour lesquelles la TVA est exonérée.

Relativement aux disponibles relevés sur les transferts, ils sont liés à la régulation budgétaire opérée au cours de la gestion aux fins de rester sur l'enveloppe globale autorisée par le Parlement.

### **III. ÉLÉMENTS D'ANALYSE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE**

#### **1. ELEMENTS DE SYNTHESE**

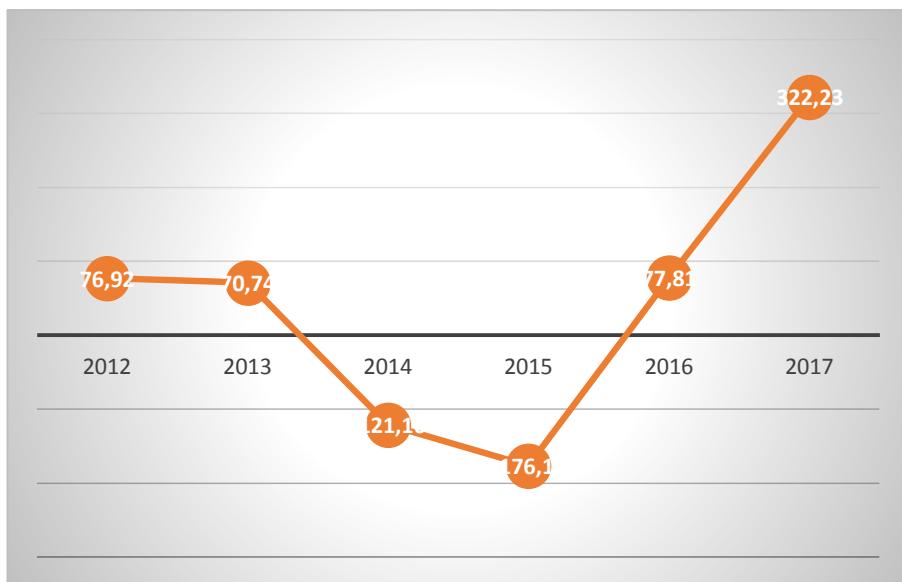
Le budget de l'Etat (budget général et CST) connaît, sur les six dernières années, un taux moyen de couverture des dépenses par les recettes de l'ordre 101,3%.

<b>Gestion</b>	<b>En milliards de FCFA</b>					
	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Dépenses	2 353,12	2 302,15	2 698,76	2 912,89	3 435,40	3 325,53
Recettes	2 430,04	2 372,89	2 577,60	2 736,78	3 513,21	3 647,75
Taux de couverture	103%	103%	96%	94%	102%	109,7%

Ce taux moyen est de 102,7% pour le budget général sur la période précitée et se présente comme suit :

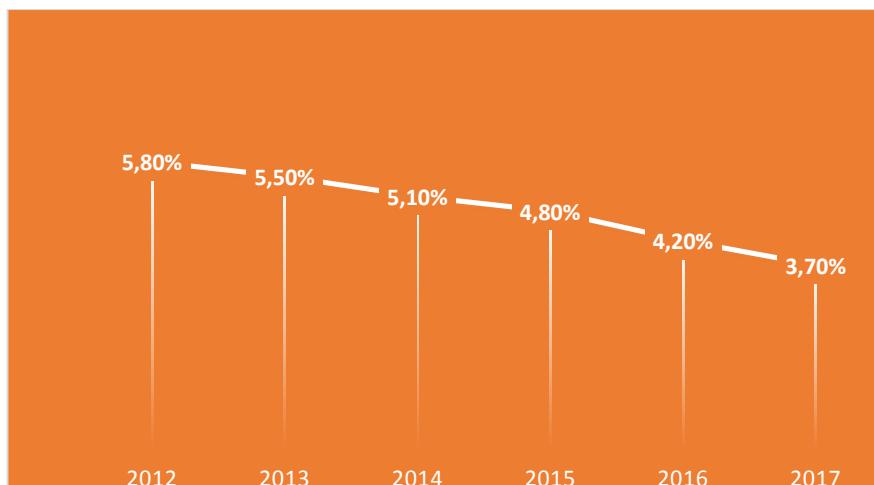
<b>Gestion</b>	<b>En milliards de FCFA</b>					
	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Dépenses	2 275,70	2 216,46	2 607,16	2 821,30	3 330,77	3 221,43
Recettes	2 341,47	2 301,58	2 503,97	2 661,50	3 423,49	3 544,36
% de couverture	103%	104%	96%	94%	103%	110,02%

Sur la période considérée, hormis les années 2014 et 2015, les réalisations de recettes de chaque gestion ont permis de couvrir l'ensemble des dépenses. Ainsi, l'évolution des soldes des lois de règlement 2012-2017 est positive sur 2012, 2013, 2016 et 2017 alors que pour 2014 et 2015, elle est négative. Cette situation coïncide avec le démarrage de certains projets dans le cadre de la mise en œuvre du PSE.



## 2. DEFICIT BUDGETAIRE

Le déficit du tableau des opérations financières de l'Etat de l'administration centrale connaît une baisse progressive depuis 2012, où il est passé de 5,8% à 3,7% (ou 2,9% du PIB base 2014) en 2017. Ceci entre en droite ligne avec l'objectif du Gouvernement de porter le déficit budgétaire à moins de 3% pour être en phase avec le pacte de convergence retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.



Pour le financement du déficit budgétaire 2017, l'Etat du Sénégal a mobilisé sur le marché financier un montant de 725,4 milliards FCFA constitué de ressources Eurobond de 641,2 milliards FCFA et de bons du Trésor par adjudication de 84,156 milliards FCFA.

Ces ressources de marché ont été appuyées par celles issues de la coopération bilatérale et multilatérale portant d'une part, sur les prêts projets et prêts programmes pour respectivement 241,475 milliards FCFA et 79,759 milliards FCFA et, d'autre part, sur les dons budgétaires et en capital à concurrence de 16,422 milliards et 215,07 milliards FCFA.

Au total, l'Etat du Sénégal a contracté des emprunts et reçu des dons pour un montant global de 1 278,082 milliards FCFA.

### **3. REAMENAGEMENT DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES**

Les autorisations budgétaires ont été accordées par la loi de finances initiale n°2016-35 du 10 décembre 2016. Elles sont arrêtées en ressources à 3 359 950 000 000 FCFA réparties ainsi qu'il suit :

- ☞ ressources internes : 2 811 100 000 000 FCFA ;
- ☞ ressources externes : 437 000 000 000 FCFA ;
- ☞ recettes des CST : 111 850 000 000 FCFA.

Pour les charges, elles sont arrêtées en équilibre avec les ressources du budget général et des comptes spéciaux du Trésor réparties comme suit :

- ☞ dépenses ordinaires : 2 022 900 000 000 FCFA ;
- ☞ dépenses d'investissement : 1 225 200 000 000 FCFA ;
- ☞ dépenses des CST : 111 850 000 000 FCFA.

Ces autorisations ont été réaménagées, en cours de gestion, par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relatives aux lois de finances. Ces actes réglementaires portent aussi bien sur les recettes que sur les dépenses.

**Pour les recettes**, une décision autorisant le versement des soldes créditeurs des comptes de dépôt du Trésor de quelques structures autonomes a été prise lors de la journée complémentaire de la gestion 2017. En effet, au 31 décembre 2017, il a été constaté que les comptes de certains organismes présentaient, après prise en compte des engagements en cours (marchés, décomptes, charges à payer, etc.), des soldes créditeurs d'un montant total de soixante-dix milliards huit cent deux millions cent soixante-trois mille quatre cent soixante-trois (70 802 163 463) F CFA.

A l'examen, il est apparu que ces ressources étaient devenues sans objet soit, parce que les projets associés n'étaient plus d'actualité, soit du fait qu'il ne découlait de l'état d'avancement de leur mise en œuvre, aucune urgence de paiement. Ainsi, ces ressources devenues oisives et maintenues inutilement dans les comptes de dépôt du Trésor ont été reversées dans le budget général en recettes exceptionnelles.

**Pour les dépenses**, des actes ont été pris pour modifier, soit la répartition des crédits entre ministères et institutions ou à l'intérieur d'un même département (arrêtés de virement, de transfert et d'annulation de crédits et décret d'avance), soit le volume des crédits des Ministères (report de crédits).

Ces modifications, dont les détails sont annexés au présent projet de loi, portent sur :

- arrêtés de virement : 39 234 646 334 FCFA ;
- arrêtés de transferts : 50 019 420 695 FCFA ;
- arrêtés d'annulation : 101 781 314 456 FCFA ;
- décrets d'avance : 101 781 314 456 FCFA ;
- arrêtés de report de crédits : 50 654 359 348 FCFA.

**Les arrêtés de virement ou de transfert** ont été pris pour l'essentiel, sur demande des ministères et institutions concernées. La prise de ces actes a été motivée par le besoin de couvrir de nouvelles dépenses apparues au cours de la gestion. Ces mesures ne modifient pas le montant net des crédits de l'ensemble du budget général, mais seulement leur ventilation entre les ministères ou à l'intérieur d'un même ministère.

**Les décrets pris à titre d'avance en 2017** ont été gagés sur des annulations de crédits d'égal montant, à l'effet de prendre en charge, entre autres, les appareils de radiothérapie, le complément des salaires du personnel des universités et des frais de correction du BAC à la suite de la reprise des épreuves après les fuites notées, la facture de l'éclairage public et les échéances devenues exigibles relatives à la production des cartes d'identité biométriques. Ces décrets sont les suivants :

- **décret n° 2017-354 du 27 février 2017** a ouvert des crédits d'un montant de 659 millions FCFA pour le Ministère de la Santé et de l'Action sociale pour acquérir de nouveaux appareils de radiothérapie en vue de soulager les populations atteintes de cancer. Ont été annulés par **arrêté n°2017-3763** à cette fin, des crédits d'égal montant sur les projets et programmes du même ministère ;
- **décret n° 2017-1357 du 16 juin 2017** a ouvert des crédits d'un montant de 26 779 543 786 FCFA au profit de plusieurs départements à l'effet de prendre en charge des dépenses urgentes liées notamment au règlement de la deuxième tranche du marché relatif à la confection des cartes biométrique CEDEAO, le remplacement de l'appareil de radiothérapie de l'Institut Cancer, le règlement des logements acquis à Diamniadio et le complément des dépenses relatives aux élections législatives de fin juillet 2017. Ont été annulés par **arrêté n° 2017-9966**, à cette fin, des crédits d'égal montant ;
- **décret n° 2017-1482 du 09 août 2017** a ouvert des crédits d'un montant de 31 191 645 250 FCFA destinés à la participation de l'Etat au capital de la compagnie Air Sénégal SA, au complément des salaires des contractuels de la santé, au renforcement des bourses et allocations scolaires de l'enseignement supérieur, au règlement des indemnités d'expropriation et à l'acquisition de logements à usage de bureau. Ont été annulés par **arrêté n°2017-13912** des crédits d'égal montant ;

- **décret n° 2017-2196 du 28 novembre 2017** a ouvert des crédits d'un montant de 43 151 125 420 FCFA pour la prise en charge des dépenses revêtant un caractère urgent et prioritaire notamment, dans les secteurs de l'Education et de la Formation, de la Santé et de la Protection sociale, de l'Energie, de la Défense et Sécurité nationale et de la décentralisation. Ont été annulés par **arrêté n°2017-19942** des crédits d'égal montant.

**Les arrêtés de report de crédits de 2016 sur 2017** ont revu, à la hausse, le volume de crédits des institutions ou ministères bénéficiaires.

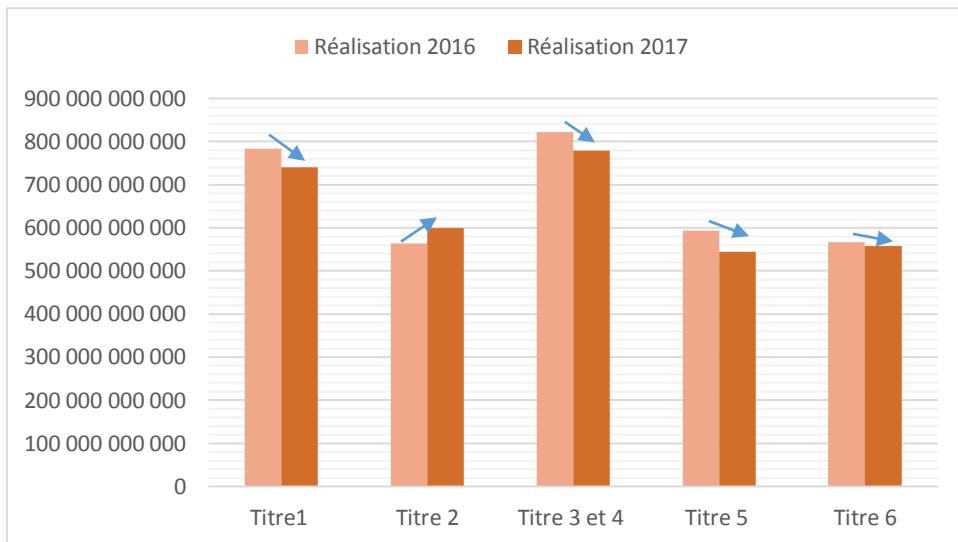
#### **4. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE**

L'exécution budgétaire 2017 s'est inscrite dans la poursuite des efforts de mobilisation des ressources (internes, externes) et de l'optimisation des dépenses, à travers la rationalisation des dépenses de transferts et un meilleur ciblage des crédits d'investissement avec une priorité accordée aux projets phares du PSE.

A cet effet, les ressources extérieures tirées des partenaires techniques et financiers ont été si importantes et le niveau de consommation si élevé qu'il était devenu nécessaire de réduire les dépenses sur ressources internes pour éviter tout dérapage sur l'objectif fixé (3,7%) en matière de déficit budgétaire.

Aussi, a-t-il été mis en place un système de régulation des dépenses consistant à des ajustements (blocages de crédits) de certaines dépenses. Cette situation a engendré un volume assez conséquent des instances de liquidation et même d'ordonnancement devant faire l'objet de report ou de reprise sur la gestion 2018.

A ce titre, il a été relevé, à la fin de la gestion que le budget exécuté en 2017 dans sa partie dépense se situe à un niveau inférieur à celui de 2016, cassant ainsi la progression constatée sur plusieurs années.



### 3.1 Chiffres clés de l'exécution budgétaire

L'exécution des recettes et des dépenses de la gestion 2017 a été arrêtée respectivement à 3 647,75 et 3 325,52 milliards FCFA contre des prévisions de recettes et de dépenses d'égal montant à 3 359,95 milliards FCFA, soit un niveau de réalisation des recettes de 109% et des dépenses de 97,51%.

Ces réalisations se répartissent entre le budget général (I) et les comptes spéciaux du Trésor (II)

**Tableau 1 : Prévisions et réalisations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor  
En FCFA**

RUBRIQUES	LFI (1)	Virements/transferts (2)	Report de crédits (3)	Crédits de la gestion (4)= 1+2+3	Ordonnancement / recouvrement (7)	Ecart
Dette publique	680 000 000 000			680 000 000 000	740 523 442 894	-60 523 442 894
Dépenses de personnel	586 000 000 000	0		586 000 000 000	599 945 561 224	-13 945 561 224
Dépenses de fonctionnement	343 867 638 000	-11 908 755 199		331 958 882 801	356 107 115 051	-24 148 232 250
Transferts courants	413 032 362 000	17 756 692 496		430 789 054 496	422 451 834 041	8 337 220 455
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>2 022 900 000 000</b>	<b>5 847 937 297</b>	<b>0</b>	<b>2 028 747 937 297</b>	<b>2 119 027 953 210</b>	<b>-90 280 015 913</b>
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	205 254 046 000	-57 494 096 340	5 065 563 122	152 825 512 782	87 534 427 156	65 291 085 626
Transfert en capital	582 945 954 000	51 646 159 043	45 588 796 226	680 180 909 269	558 319 307 081	121 861 602 188
Dépenses en capital sur ressources extérieures	437 000 000 000			437 000 000 000	456 549 476 127	-19 549 476 127
<i>Dont PIC III</i>					4 172 485 398	
<b>Total dépenses en capital</b>	<b>1 225 200 000 000</b>	<b>-5 847 937 297</b>	<b>50 654 359 348</b>	<b>1 270 006 422 051</b>	<b>1 102 403 210 364</b>	<b>167 603 211 687</b>
<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL (BG)</b>	<b>3 248 100 000 000</b>		<b>0</b>	<b>50 654 359 348</b>	<b>3 298 754 359 348</b>	<b>3 221 431 163 574</b>
<b>TOTAL DEPENSES BG sur ressources internes</b>	<b>2 811 100 000 000</b>		<b>0</b>	<b>50 654 359 348</b>	<b>2 861 754 359 348</b>	<b>2 764 881 687 447</b>
<b>II. Recettes du Budget Général</b>						
Recettes fiscales et non fiscales	2 084 100 000 000			2 084 100 000 000	1 930 797 948 884	-153 302 051 116
Remboursement de prêts et avances	0			0	2 459 253 487	2 459 253 487
Emission de bons du Trésor	0			0	35 196 193 506	35 196 193 506
Dons Programme	35 000 000 000			35 000 000 000	16 422 310 912	-18 577 689 088
Emprunts programme	0			0	79 760 743 199	79 760 743 199
Autres emprunts	629 000 000 000			629 000 000 000	776 185 392 347	147 185 392 347
Recettes exceptionnelles	63 000 000 000			63 000 000 000	246 983 956 778	183 983 956 778
Dons projets	215 000 000 000			215 000 000 000	215 074 423 862	74 423 862
Emprunts projets	222 000 000 000			222 000 000 000	241 475 052 265	19 475 052 265
<b>TOTAL RECETTES Budget général</b>	<b>3 248 100 000 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 248 100 000 000</b>	<b>3 544 355 275 240</b>
<b>TOTAL RECETTES internes Budget général</b>	<b>2 811 100 000 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 811 100 000 000</b>	<b>3 087 805 799 113</b>
<b>III.CST</b>						
Recettes	111 850 000 000			111 850 000 000	103 398 971 826	-8 451 028 174
Dépenses	111 850 000 000			111 850 000 000	104 096 973 681	-7 753 026 319
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>						
<b>RECETTES GLOBALES</b>	<b>3 359 950 000 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 359 950 000 000</b>	<b>3 647 754 247 066</b>
<b>DEPENSES GLOBALES</b>	<b>3 359 950 000 000</b>		<b>0</b>	<b>50 654 359 348</b>	<b>3 410 604 359 348</b>	<b>3 325 528 137 255</b>
						<b>69 570 169 455</b>

### 3.1.1 Le budget général :

#### a. Réalisations des recettes

Prévues pour un montant de 3 248,10 milliards FCFA, les ressources du budget général ont été réalisées à hauteur de 3 544,35 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 109%.

Comparée à 2016, la réalisation des ressources du Budget général a connu une hausse de 120,86 milliards FCFA. Cette performance s'explique, en grande partie, par le versement dans le budget général, en recettes, des soldes créditeurs des comptes de dépôt du Trésor, à la clôture de la gestion.

- **Recettes fiscales**

Les prévisions des recettes fiscales s'élevaient à 1 985,70 milliards FCFA. Elles ont été réalisées à hauteur de 1 839,55 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 92,6 %. Par rapport à 2016, il est constaté une progression de 3% qui s'explique par des améliorations notées dans le recouvrement des impôts et les taxes sur les biens et services (7,6%), et des droits et taxes à l'importation (11,2%).

- **Recettes non fiscales**

Pour des prévisions de 98,40 milliards FCFA, les recettes non fiscales ont été réalisées pour un montant de 91,24 milliards FCFA, soit 92,7%. Comparé à 2016, il est noté une progression de 8,5% due notamment aux performances notées dans la mobilisation des droits et frais administratifs (98,7%), aux amendes et condamnations pécuniaires (60,9%) et aux autres recettes non fiscales (149,6%).

- **Autres recettes budgétaires**

Le niveau de recouvrement des autres recettes budgétaires (recettes exceptionnelles, remboursement prêt rétrocédé, émission de bons du Trésor, emprunts et Dons) est globalement très satisfaisant avec des réalisations de 392% pour les recettes exceptionnelles et de 135% pour les emprunts. Toutefois, l'objectif de 35 milliards FCFA fixé sur les dons n'a pu être réalisé qu'à hauteur 46,9%. Comparées aux réalisations de 2016, les autres recettes budgétaires ont connu une baisse de 29,5%.

- **Ressources extérieures**

Dans la LFI 2017, les prévisions des ressources extérieures s'élevaient à 437 milliards FCFA. Elles ont été réalisées pour un montant de 456,549 milliards FCFA, soit 109,2%. L'excédent des réalisations sur les prévisions se justifie par le dynamisme du financement externe consécutif à la mise en œuvre des engagements issus du groupe consultatif.

**Tableau: Situation des prévisions et des réalisations de recettes**

Nature Rec	Réalisation2016	Prévision 2017	Réalisation 2017	Taux de réalisation	Ecart Réali/Prév	en Valeur	Evolution Réal 2017/2016 en %
Impôts directs	557 933	610 700	576 182	94,3%	-34 518	18 249	3,3%
Impôts indirects	1 227 879	1 375 000	1 263 372	91,9%	-111 628	35 493	2,9%
Impôts et taxes sur les biens et services	845 610	928 400	909 785	98,0%	-18 615	64 176	7,6%
Drt enreg,Timbre	43 822	36 500	42 528	116,5%	6 028	-1 294	-3,0%
Droits et taxes imp	235 047	260 000	261 325	100,5%	1 325	26 279	11,2%
Droits et taxes exp	0	5 000	2 891	57,8%	-2 109	2 891	
Autres rec fisc	103 401	145 100	46 844	32,3%	-98 256	-56 557	-54,7%
<b>Recettes Fiscales</b>	<b>1 785 812</b>	<b>1 985 700</b>	<b>1 839 554</b>	<b>92,6%</b>	<b>-146 146</b>	<b>53 742</b>	<b>3,0%</b>
Rev entr et du dom	26 668	26 000	27 867	107,2%	1 867	1 199	4,5%
Drt frais adm	1 765	100	3 508	3507,6%	3 408	1 743	98,7%
Amendes et condamn péc	316	100	509	508,7%	409	192	60,9%
Prod financiers	52 056	61 600	51 072	82,9%	-10 528	-984	-1,9%
Autres recettes non fiscales	3 320	10 600	8 289	78,2%	-2 311	4 968	149,6%
<b>Recettes non Fiscales</b>	<b>84 126</b>	<b>98 400</b>	<b>91 244</b>	<b>92,7%</b>	<b>-7 156</b>	<b>7 118</b>	<b>8,5%</b>
<b>Total recettes fiscales et non fiscales</b>	<b>1 869 938</b>	<b>2 084 100</b>	<b>1 930 798</b>	<b>92,6%</b>	<b>-153 302</b>	<b>60 860</b>	<b>3,3%</b>
Recettes exceptionnelles	255 184	63 000	246 984	392,0%	183 984	-8 200	-3,2%
Remboursement prêt rétrocédé	2 486	0	2 459		2 459	-27	-1,1%
Emission de bons du Trésor	156 049	0	35 196		35 196	-120 852	-77,4%
Emprunts programme	0	0	79 761		79 761	79 761	
Dons budgétaires	70 854	35 000	16 422	46,9%	-18 578	-54 432	-76,8%
Autres emprunts	601 655	629 000	776 185	123,4%	147 185	174 530	29,0%
<b>Total Recettes internes</b>	<b>2 956 166</b>	<b>2 811 100</b>	<b>3 087 806</b>	<b>109,8%</b>	<b>276 706</b>	<b>131 640</b>	<b>4,5%</b>
Recettes externes	467 327	437 000	456 549	104,5%	19 549	-10 778	-2,3%
<b>Total Recettes BG</b>	<b>3 423 493</b>	<b>3 248 100</b>	<b>3 544 355</b>	<b>109,1%</b>	<b>296 255</b>	<b>120 862</b>	<b>3,5%</b>

## b. Exécution des dépenses

- Les dépenses ordinaires

Pour des crédits ouverts d'un montant de 2 028,74 milliards FCFA, les dépenses ordinaires (dettes publiques, charges de personnel, fonctionnement des services centraux et transferts courants) sont réalisées à hauteur de 2 119,03 milliards FCFA en 2017. Comparativement à 2016 où les réalisations se situaient à 2 169,83 milliards FCFA, il est noté une baisse de 2,34%. Cette diminution résulte de la baisse des dépenses liées à la dette publique (-5,5%) avec le reprofilage de la dette qui a été entamé, et aux autres dépenses courantes composées des dépenses de fonctionnement des services administratifs et des transferts courants faits pour l'essentiel, au profit des structures autonomes (-5,3%).

Pour la **dette publique**, le montant payé se situe à 740,52 milliards FCFA pour des prévisions de 680 milliards FCFA, soit un dépassement de 60,52 milliards FCFA. Ce dépassement s'explique principalement par :

- les opérations de rachats anticipés en 2017 et d'échéances du service de la dette intérieure prévues en 2018, pour 20 milliards de FCFA. Ces opérations visaient à lisser le profil de la dette et l'accommorder à celui de la trésorerie en vue d'éviter un défaut hautement probable sur la dette ;
- les commissions et frais non initialement prévus mais payés relativement aux nouveaux prêts, notamment dans le respect des conditions d'entrée en vigueur. Ce dépassement ressort à 5,3 milliards FCFA ;
- les régularisations du service prévisionnel pour 2,9 milliards FCFA d'échéances dues et non initialement prévues ;
- les économies nettes en dépit des fluctuations de change de 15,6 milliards FCFA dont 13,6 milliards FCFA liés à la reprogrammation en 2018 de la première échéance du prêt Afreximbank initialement prévue en 2017.

Comparativement à 2016, il faut noter une diminution significative des montants ordonnancés de 43,24 milliards FCFA, soit 5,52% en valeur relative.

Prévues pour un montant de 586 milliards FCFA, les **dépenses de personnel** sont ordonnancées à hauteur de 599,94 milliards FCFA, soit un dépassement de 13,94 milliards FCFA qui se justifie notamment par :

- une prévision de 1,5 milliard FCFA en pension d'invalidité, alors qu'il a été ordonné un montant de 7,8 milliards FCFA à fin décembre, soit un écart de 6,3 milliards FCFA ;
- un paiement en dépenses d'hospitalisation de 10,7 milliards FCFA - à fin octobre déjà alors qu'il n'était prévu que 9,1 milliards FCFA, soit un dépassement 1,6 milliard FCFA ;
- un effet report sur 2017, en année complète, de 732 agents du secteur éducatif, et qui ont eu un impact budgétaire de 2,2 milliards FCFA ;
- des écarts sur les vacations administratives de 1,1 milliard FCFA, soit 1,69 milliard FCFA prévu contre 2,81 milliards FCFA payés ;
- un dépassement sur les heures supplémentaires de un (1) milliard FCFA.

Par rapport à 2016, l'exécution des dépenses de personnel a connu une progression de 6,4%.

Les **autres dépenses courantes** (fonctionnement et transfert courant) sont exécutées à hauteur de 778,56 milliards FCFA pour des prévisions de 762,75 milliards FCFA, soit un dépassement 15,81 milliards FCFA porté uniquement par la ligne « impôts et taxes sur marchés financés sur ressources extérieures ».

Comparé à 2016, le volume des autres dépenses courantes a reculé de 43,89 milliards FCFA, soit 5,34% en valeur relative.

### ***Evolution des dépenses ordinaires pour la gestion 2017***

En FCFA

Nature	Réalisation 2016	2017			Variation réalisation	
		Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	Valeur	%
Titre1 Dette publique	783 766 357 832	680 000 000 000	740 523 442 894	108,90%	-43 242 914 938	-5,52%
Titre 2 Personnel	563 622 744 963	586 000 000 000	599 945 561 224	102,38%	36 322 816 261	6,44%
Autres dépenses courantes	822 437 315 999	762 747 937 297	778 558 949 092	102,07%	-43 878 366 907	-5,34%
<b>Total dépenses ordinaires</b>	<b>2 169 826 418 794</b>	<b>2 028 747 937 297</b>	<b>2 119 027 953 210</b>	<b>104,45%</b>	<b>-50 798 465 584</b>	<b>-2,34%</b>

- Les dépenses d'investissement**

Sur les crédits ouverts d'un montant de 1 270,01 milliards FCFA, les dépenses d'Investissement sont réalisées à hauteur de 1 102,40 milliards FCFA en 2017. Comparé à 2016 où les réalisations se situaient à 1 160,95 milliards FCFA, on note un repli de 5,04%.

Pour des crédits de la gestion d'un montant de 833,006 milliards de FCFA, les dépenses d'Investissement sur ressources internes ont été exécutées à hauteur de 645,85 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 77,53%.

Relativement aux dépenses d'Investissement sur ressources externes prévues pour un montant de 437 milliards, elles ont été réalisées à hauteur de 456,55 milliards FCFA, soit un dépassement de 19,55 milliards de FCFA.

### ***Evolution des dépenses en capital pour la gestion 2017***

En FCFA

Nature	Réalisation 2016	2017			Variation réalisation	
		Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	Valeur	%
Titre 5 Dépenses en capital sur ressources internes	122 945 183 181	152 825 512 782	87 534 427 156	57,28%	-35 410 756 025	-28,80%
Titre 6: Transfert en capital	567 283 887 905	680 180 909 269	558 319 307 081	82,08%	-8 964 580 824	-1,58%
<b>Total investissement sur ressources internes</b>	<b>690 229 071 086</b>	<b>833 006 422 051</b>	<b>645 853 734 237</b>	<b>77,53%</b>	<b>-44 375 336 849</b>	<b>-6,43%</b>
Investissements sur ressources externes	470 718 161 134	437 000 000 000	456 549 476 127	104,47%	-14 168 685 007	-3,01%
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>1 160 947 232 220</b>	<b>1 270 006 422 051</b>	<b>1 102 403 210 364</b>	<b>86,80%</b>	<b>-58 544 021 856</b>	<b>-5,04%</b>

### **3.2 Comptes spéciaux du Trésor**

Pour 2017, les recettes des CST ont été exécutées pour un montant de 103,40 milliards FCFA pour des prévisions de 111,85 milliards FCFA, soit des restes à recouvrer de 8,45 milliards FCFA.

Les dépenses réalisées, quant à elles, se chiffrent à un montant de 104,10 milliards FCFA pour les mêmes prévisions, soit des crédits non consommés de 7,75 milliards FCFA.

Les comptes d'affectation spéciale non reportés sur la gestion suivante ont enregistré un profit net de 633,41 millions FCFA et une perte de 6,86 milliards FCFA représentant le solde débiteur du Fonds national de retraite.

**SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

<b>LIBELLES</b>	<b>Solde d'entrée</b>	<b>Crédits</b>	<b>Débits</b>	<b>Sorties</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>				
96.101 Fonds national de retraite	536 469 299	93 641 230 166	101 036 413 438	-6 858 713 973
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique		542 526 443	367 519 783	175 006 660
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche		1 411 445 706	953 540 964	457 904 742
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie		500 000		500 000
<b>Sous-total</b>	<b>536 469 299</b>	<b>95 595 702 315</b>	<b>102 357 474 185</b>	<b>-6 225 302 571</b>
<b>Comptes de commerce</b>	-			-
96.201 Opérations des armées à caractere industriel et com.	65 363 160	-		65 363 160
<b>Sous-total</b>	<b>65 363 160</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65 363 160</b>
<b>Comptes de prêts</b>	-			-
96.503 Prêts aux collectivités locales	-1 300 000 000	-	-	-1 300 000 000
96.505 Prêts à divers particuliers	1 340			1 340
96.504 Prêts à divers organismes				-
96.507 Prêts aux particuliers	111 390 039	7 803 269 511	1 739 499 496	6 175 160 054
<b>Sous-total</b>	<b>-1 188 608 621</b>	<b>7 803 269 511</b>	<b>1 739 499 496</b>	<b>4 875 161 394</b>
<b>Comptes d'avances</b>	-			-
96.605 Avances aux collectivités locales	-150 000 000	-		-150 000 000
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	-2 667 527 155			-2 667 527 155
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	-1 001 436 771	0	0	-1 001 436 771
<b>Sous-total</b>	<b>-3 818 963 926</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-3 818 963 926</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>				-
96.701 Garanties et Avals	-1 686 625 220			-1 686 625 220
<b>Sous-total</b>	<b>-1 686 625 220</b>			<b>-1 686 625 220</b>
<b>Total général</b>	<b>-6 092 365 308</b>	<b>103 398 971 826</b>	<b>104 096 973 681</b>	<b>-5 103 741 943</b>

### **3.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE**

Pour la gestion 2017, les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Profits : **0 FCFA** ;
- Pertes : **1 353 933 919 FCFA**.

## **5. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE**

Les résultats de l'exécution du budget de la gestion 2017 se présentent comme suit :

- un excédent de recettes sur les dépenses du budget général d'un montant de **322 924 111 666 FCFA** ;
- des pertes et profits résultant des opérations des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **6 225 302 571 FCFA** ;
- une perte résultant de la gestion des opérations de trésorerie d'un montant de **1 353 933 919 FCFA**.

Telle est l'économie du présent projet de loi, soumis à votre approbation

## **EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

## I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2017.

### ARTICLE PREMIER

#### Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2017

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour l'année 2017 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **322 924 111 666 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **- 698 001 855 FCFA**. Il en résulte un solde d'exécution global de **322 226 109 811 FCFA**.

#### *Texte de l'article*

« Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2017 s'établissent comme suit :

- un excédent des recettes sur les dépenses de **322 924 111 666 FCFA** pour le budget général ;
- un excédent des dépenses sur les recettes de **698 001 855 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor.

Il en résulte un solde global de **322 226 109 811 FCFA** ».

**Tableau 6 : Situation d'exécution du budget** en FCFA

RECETTES ENCAISSEES	DEPENSES ORDONNANCEES	SOLDE
<b>A BUDGET GENERAL</b>		
<b>A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataire</b>		
071 Recettes fiscales	1 839 554 033 751	Titre 1: Dette publique
072 Recettes non fiscales	91 243 915 133	Titre 2: Personnel
76 Recettes exceptionnelles	246 983 956 778	Titre 3: Fonctionnement
29 Remboursement prêts et avances	2 459 253 487	Titre 4: Autres transferts courants
74 Dons budgétaires	16 422 310 912	Titre 5: Investissements exécutés par l'Etat
14 Emission de bons du Trésor	35 196 193 506	Titre 6: Transfert en capital
16 Emprunt programme	79 760 743 199	
17 Autres emprunts	776 185 392 347	
<b>Total recettes</b>	<b>3 087 805 799 113</b>	<b>Total dépenses</b>
		<b>2 764 881 687 447</b>
		<b>322 924 111 666</b>
<b>A2 Opérations budgétaires dont le Trésor n'est pas comptable assignataire</b>		
Dons projets et legs	215 074 423 862	Investissements projet sur dons
Tirages sur emprunts projets	241 475 052 265	Investissements projet sur emprunt
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 544 355 275 240</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL</b>
		<b>3 221 431 163 574</b>
		<b>322 924 111 666</b>
<b>B COMPTES SPECIAUX</b>		
<b>RECETTES</b>	<b>103 398 971 826</b>	<b>DEPENSES</b>
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>3 647 754 247 066</b>	<b>TOTAL GENERAL DEPENSES</b>
		<b>104 096 973 681</b>
		<b>-698 001 855</b>
		<b>322 226 109 811</b>

## I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

### ARTICLE 2

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour 2017 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **3 544 355 275 240 FCFA**. Elles prennent en compte les ressources extérieures qui s'élèvent à **456 549 476 127 FCFA**.

#### **Texte de l'article :**

« *Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2017 est arrêté à 3 544 355 275 240 FCFA* ».

## I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

### ARTICLE 3

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général 2017 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances. Il s'établit à **3 221 431 163 574 FCFA**.

#### **Texte de l'article :**

« *Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2017 est arrêté à 3 221 431 163 574 FCFA* ».

## I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor.

### ARTICLE 4

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2017 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **103 398 971 826 FCFA**.

#### **Texte de l'article :**

« *Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 103 398 971 826 FCFA. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor* ».

**Recettes définitives des comptes spéciaux du Trésor**

<b>ELLES</b>	<b>Recettes encaissées</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	95 595 702 315
<b>Comptes de commerce</b>	0
<b>Comptes de prêts</b>	7 803 269 511
<b>Comptes d'avances</b>	0
<b>Compte de garantie et aval</b>	0
<b>Total général</b>	<b>103 398 971 826</b>

**I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.**

**ARTICLE 5**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2017 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

***Texte de l'article :***

« *Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **104 096 973 681 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».*

**Dépenses des comptes spéciaux du Trésor**

<b>LIBELLES</b>	<b>Dépenses ordonnancées</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	102 357 474 185
<b>Comptes de commerce</b>	0
<b>Comptes de prêts</b>	1 739 499 496
<b>Comptes d'avances</b>	0
<b>Compte de garantie et aval</b>	0
<b>Total général</b>	<b>104 096 973 681</b>

**II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES**

**ARTICLE 6**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de ratifier les ouvertures de crédits par décrets d'avance prévues par les articles 12 et 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, qui n'ont pas encore fait l'objet d'approbation par le Parlement. Il s'agit des décrets n° **2017-354, 2017-1357, 2017-1482 et 2017-2196**.

***Texte de l'article :***

« *Sont ratifiées les ouvertures de crédits par les décrets d'avance numéros 2017-354 du 27 Février 2017, 2017-1357 du 16 juin 2017, 2017-1482 du 09 août 2017 et 2017-2196 du 28 novembre 2017 ».*

### **III. APPROBATION DES DIFFÉRENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET**

Le tableau suivant donne les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations des lois de finances pour la gestion 2017.

**Ecart constatés et ajustements effectués**

	Crédits de la gestion sur ressources internes	Réalisations	ECART	Crédits non consommés	Dépassement
Titre1 : Dette publique	680 000 000 000	740 523 442 894	-60 523 442 894	0	-60 523 442 894
Titre 2 : Personnel	586 000 000 000	599 945 561 224	-13 945 561 224	19 855 634 758	-33 801 195 982
Titre 3 : Fonctionnement	331 958 882 801	356 107 115 051	-24 148 232 250	20 449 374 150	-44 597 606 400
Titre 4 : Transfert courant	430 789 054 496	422 451 834 041	8 337 220 455	8 337 220 455	0
Titre 5 : Dépenses en capital	152 825 512 782	87 534 427 156	65 291 085 626	65 291 085 626	0
Titre 6: Transfert en capital	680 180 909 269	558 319 307 081	121 861 602 188	121 861 602 188	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 861 754 359 348</b>	<b>2 764 881 687 447</b>	<b>96 872 671 901</b>	<b>235 794 917 177</b>	<b>-138 922 245 276</b>

#### **III.1 Ouverture de crédits complémentaires**

#### **ARTICLE 7**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le montant total des dépassements par titre s'élève à **138 922 245 276 FCFA**. Il est sollicité du Parlement, conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, l'ouverture de crédits complémentaires pour les couvrir, dans le cadre de ce présent projet de loi.

Les détails des dépassements par section et par titre sont donnés dans **l'annexe IV**.

#### **Texte de l'article :**

*« Il est ouvert, au titre de la gestion 2017, des crédits complémentaires d'un montant de 138 922 245 276 FCFA ainsi répartis :*

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre1 : Dette publique	60 523 442 894
Titre 2 Personnel	33 801 195 982
Titre 3 Fonctionnement	44 597 606 400
Titre 4 : Transfert courant	0
Titre 5 : Dépenses en capital	0
Titre 6 : Dépenses en capital	0
<b>Total crédits à ouvrir</b>	<b>138 922 245 276</b>

### III.2 : Annulation de crédits

#### ARTICLE 8

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'annuler les crédits non consommés de la gestion 2017 et non reportés sur la gestion suivante conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Les crédits non consommés du budget général s'élèvent à **235 794 917 177 FCFA**. Sur ces crédits non consommés, un montant de **41 125 000 000 FCFA** est reporté sur la gestion 2018. Il est sollicité du Parlement, l'annulation des crédits non consommés et non reportés d'un montant de **194 669 917 177 FCFA** dans le cadre du présent projet de loi.

#### Texte de l'article :

*« Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **194 669 917 177 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2017 conformément au détail ci-après :*

TITRES	Crédits non consommés	Crédits 2017 reportés sur 2018	Crédits à annuler
Titre 1 dette publique	0		0
Titre 2 personnel	19 855 634 758		19 855 634 758
Titre 3 Fonctionnement	20 449 374 150		20 449 374 150
Titre 4 Transfert courant	8 337 220 455		8 337 220 455
Titre 5 Dépenses en capital	65 291 085 626	21 706 499 112	43 584 586 514
Titre 6: Transfert en capital	121 861 602 188	19 418 500 888	102 443 101 300
<b>TOTAL</b>	<b>235 794 917 177</b>	<b>41 125 000 000</b>	<b>194 669 917 177</b>

### IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR

#### ARTICLE 9

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor et d'annuler les crédits non consommés sur la gestion 2017 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

#### Texte de l'article :

*« Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de **12 039 954 402 FCFA** et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de **19 792 980 721 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2017».*

LIBELLES	Prévisions	Réalisations	Ecarts	
			Ouverture de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	90 650 000 000	102 357 474 185	12 039 954 402	332 480 217
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	19 750 000 000	1 739 499 496		18 010 500 504
Comptes d'avances	800 000 000	0		800 000 000
Compte de garantie et aval	500 000 000	0		500 000 000
Total général	111 850 000 000	104 096 973 681	12 039 954 402	19 792 980 721

## V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT

### V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2017

#### ARTICLE 10

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'établir le résultat du budget général de la gestion 2017, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 2 et 3 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes I et II** de la présente loi.

#### Texte de l'article :

« *Le résultat du budget général pour l'année 2017 est définitivement arrêté comme suit :*

- *recettes : 3 544 355 275 240 FCFA ;*
- *dépenses : 3 221 431 163 574 FCFA ;*
- ***excédent des recettes sur les dépenses : 322 924 111 666 FCFA ».***

### V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

#### ARTICLE 11

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'établir le résultat des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2017, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 4 et 5 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

#### Texte de l'article :

« *Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2017 sont définitivement arrêtés comme suit :*

- *Profits : 633 411 402 FCFA ;*
- *Pertes : 6 858 713 973 FCFA ;*
- ***Perte nette : 6 225 302 571 FCFA.***

*Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe V** de la présente loi.*

### **V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 12**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de donner les pertes et les profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

#### **Texte de l'article :**

*Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2017 sont arrêtés comme suit :*

- *Profits : 0 FCFA ;*
- *Pertes : 1 353 933 919 FCFA ;*
- ***Perte nette : 1 353 933 919 FCFA.***

### **VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2017 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

#### **ARTICLE 13**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

#### **Texte de l'article :**

*« Le solde créditeur du budget général d'un montant de **322 924 111 666 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découvertes du Trésor.*

*Le solde débiteur des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2017, d'un montant **6 225 302 571 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découvertes du Trésor.*

*Le solde débiteur des comptes de pertes et profits sur opérations de trésorerie d'un montant de **1 353 933 919 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découvertes du Trésor ».*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le

Par le Président de la République  
Le Premier Ministre

Macky SALL

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

# **PROJET DE LOI**

## **ARTICLE PREMIER**

*Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2017 s'établissent comme suit :*

- *un excédent des recettes sur les dépenses de **322 924 111 666 FCFA** pour le budget général ;*
- *un excédent des dépenses sur les recettes de **698 001 855 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor.*

*Il en résulte un solde global de **322 226 109 811 FCFA**.*

## **ARTICLE 2**

*Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2017 est arrêté à **3 544 355 275 240 FCFA**.*

## **ARTICLE 3**

*Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2017 est arrêté à **3 221 431 163 574 FCFA**.*

## **ARTICLE 4**

*Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **103 398 971 826 FCFA** et réparti, ainsi qu'il suit, par catégorie de compte spécial du Trésor :*

- *Comptes d'affectation spéciale : **95 595 702 315 FCFA** ;*
- *Comptes de prêts : **7 803 269 511 FCFA**.*

## **ARTICLE 5**

*Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **104 096 973 681 FCFA**, et réparti, ainsi qu'il suit, par catégorie de compte spécial du Trésor :*

- *Comptes d'affectation spéciale : **102 357 474 185 FCFA** ;*
- *Comptes de prêts : **1 739 499 496 FCFA**.*

## **ARTICLE 6**

*Sont ratifiées les ouvertures de crédits par décrets numéros :*

- *2017-354 du 27 Février 2017 ;*
- *2017-1357 du 16 juin 2017 ;*
- *2017-1482 du 09 août 2017;*
- *2017-2196 du 28 novembre 2017.*

## **ARTICLE 7**

*Il est ouvert, au titre de la gestion 2017, des crédits complémentaires d'un montant de **138 922 245 276 FCFA** ainsi répartis :*

- *Titre 1 Dette publique : 60 523 442 894 FCFA ;*
- *Titre 2 Personnel : 33 801 195 982 FCFA ;*
- *Titre 3 Fonctionnement : 44 597 606 400 FCFA.*

## **ARTICLE 8**

*Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **194 669 917 177 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2017 conformément au détail ci-après :*

- *Titre 2 Personnel : 19 855 634 758 FCFA ;*
- *Titre 3 Fonctionnement : 20 449 374 150 FCFA ;*
- *Titre 4 Transferts courants : 8 337 220 455 FCFA ;*
- *Titre 5 Dépenses en capital : 43 584 586 514 FCFA ;*
- *Titre 6 Transfert en capital : 102 443 101 300 FCFA.*

## **ARTICLE 9**

*Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de **12 039 954 402 FCFA** et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de **19 792 980 721 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2017.*

## **ARTICLE 10**

*Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, le résultat du budget général pour l'année 2017 est définitivement arrêté comme suit :*

- *recettes : 3 544 355 275 240 FCFA ;*
- *dépenses : 3 221 431 163 574 FCFA*
- ***excédent des recettes sur les dépenses : 322 924 111 666 FCFA.***

## **ARTICLE 11**

*Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2017 sont définitivement arrêtés comme suit :*

- *Profits : 633 411 402 FCFA ;*
- *Pertes : 6 858 713 973 FCFA ;*
- ***Perte nette : 6 225 302 571 FCFA.***

## **ARTICLE 12**

*Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2017 sont arrêtés à comme suit :*

- *Profits : 0 FCFA ;*
- *Pertes : 1 353 933 919 FCFA ;*
- ***Perte nette : 1 353 933 919 FCFA.***

### **ARTICLE 13**

*Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, le résultat au sens loi de règlement est transféré au compte permanent des découverts du trésor comme suit :*

*Le solde créditeur du budget général d'un montant de **322 924 111 666 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découvertes du Trésor.*

*Le solde débiteur des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2017, d'un montant **6 225 302 571 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découvertes du Trésor.*

*Le solde débiteur des comptes de pertes et profits sur opérations de trésorerie d'un montant de **1 353 933 919 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découvertes du Trésor ».*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le

Par le Président de la République  
Le Premier Ministre

Macky SALL

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

## **ANNEXES AU PROJET DE LOI**

## **ANNEXE I SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

## **DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2017**

<b>Nature de la recette</b>	<b>Loi de finances initiale</b>	<b>Total prévisions</b>	<b>Recouvrement</b>
<b>071 RECETTES FISCALES</b>			
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	233 200 000 000	233 200 000 000	248 259 383 760
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	345 100 000 000	345 100 000 000	301 863 185 411
<b>Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)</b>	<b>578 300 000 000</b>	<b>578 300 000 000</b>	<b>550 122 569 171</b>
713 Impôts sur le patrimoine	31 800 000 000	31 800 000 000	25 403 382 211
714 Autres impôts directs	600 000 000	600 000 000	655 746 363
<b>TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)</b>	<b>610 700 000 000</b>	<b>610 700 000 000</b>	<b>576 181 697 745</b>
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	928 400 000 000	928 400 000 000	909 785 177 175
716 Droits de timbre et d'enregistrement	36 500 000 000	36 500 000 000	42 527 704 065
717 Droits et taxes à l'importation	260 000 000 000	260 000 000 000	261 325 186 289
718 Droits et taxes à l'exportation	5 000 000 000	5 000 000 000	2 890 618 689
719 Autres recettes fiscales	145 100 000 000	145 100 000 000	46 843 649 788
<b>Total impôts indirects (715+716+717+718+719)</b>	<b>1 375 000 000 000</b>	<b>1 375 000 000 000</b>	<b>1 263 372 336 006</b>
<b>071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)</b>	<b>1 985 700 000 000</b>	<b>1 985 700 000 000</b>	<b>1 839 554 033 751</b>
<b>072 RECETTES NON FISCALES</b>		<b>0</b>	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	26 000 000 000	26 000 000 000	27 866 903 659
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	3 507 572 539
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	508 732 118
724 Produits financiers	61 600 000 000	61 600 000 000	51 072 168 836
729 Autres recettes non fiscales	10 600 000 000	10 600 000 000	8 288 537 981
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)</b>	<b>98 400 000 000</b>	<b>98 400 000 000</b>	<b>91 243 915 133</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>2 084 100 000 000</b>	<b>2 084 100 000 000</b>	<b>1 930 797 948 884</b>
74 Dons budgétaires	35 000 000 000	35 000 000 000	16 422 310 912
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	63 000 000 000	63 000 000 000	246 983 956 778
14 Emission de bons du Trésor		0	35 196 193 506
17 Autres Emprunts	629 000 000 000	629 000 000 000	776 185 392 347
29 Remboursement Prêts rétrocédés		0	2 459 253 487
16 Emprunt Programme		0	79 760 743 199
<b>Total Autres Recettes (74 - 76- 29 - 14 -17 -16 )</b>	<b>727 000 000 000</b>	<b>727 000 000 000</b>	<b>1 157 007 850 229</b>
<b>Total Recettes internes (71-72-74-76-29)</b>	<b>2 811 100 000 000</b>	<b>2 811 100 000 000</b>	<b>3 087 805 799 113</b>
<b>Recettes externes</b>		0	
12 Dons Projet et leg	215 000 000 000	215 000 000 000	215 074 423 862
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	222 000 000 000	222 000 000 000	241 475 052 265
<b>Total Recettes externes (12 - 15 - 74 )</b>	<b>437 000 000 000</b>	<b>437 000 000 000</b>	<b>456 549 476 127</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>3 248 100 000 000</b>	<b>3 248 100 000 000</b>	<b>3 544 355 275 240</b>

## **ANNEXE II SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LFI (1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES (4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCEMENT PRISE EN CHARGE (6)
10	Dette publique	1	680 000 000 000				680 000 000 000	740 523 442 894
	Total Dette publique		<b>680 000 000 000</b>				<b>680 000 000 000</b>	<b>740 523 442 894</b>
21	Présidence de la République	2	8 665 642 320				8 665 642 320	10 184 138 907
		3	9 321 484 000	- 235 708 975			9 085 775 025	8 144 184 006
		4	20 110 277 000	5 950 000 000			26 060 277 000	25 785 277 000
		5	2 090 767 000	26 690 752	403 000 000	2 000 767 000	519 690 752	262 580 218
		6	33 370 000 000	18 461 060 000			51 831 060 000	32 266 060 000
		7	500 000 000	-			500 000 000	367 519 783
	Total Présidence de la République		<b>74 058 170 320</b>	<b>24 202 041 777</b>	<b>403 000 000</b>	<b>2 000 767 000</b>	<b>96 662 445 097</b>	<b>77 009 759 914</b>
22	Assemblée Nationale	4	13 634 506 000	460 084 000			14 094 590 000	14 094 590 000
		6	500 000 000	380 000 000			880 000 000	880 000 000
	Total Assemblée Nationale		<b>14 134 506 000</b>	<b>840 084 000</b>			<b>14 974 590 000</b>	<b>14 974 590 000</b>
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	4	6 002 087 000	-			6 002 087 000	6 002 087 000
		6	300 000 000	200 000 000			500 000 000	500 000 000
	Total Conseil Economique, Social et Environnemental		<b>6 302 087 000</b>	<b>200 000 000</b>			<b>6 502 087 000</b>	<b>6 502 087 000</b>
25	Conseil Constitutionnel	2	264 327 040				264 327 040	261 609 363
		4	792 730 000	-			792 730 000	792 730 000
	Total Conseil Constitutionnel		<b>1 057 057 040</b>				<b>1 057 057 040</b>	<b>1 054 339 363</b>
27	Cour Suprême	2	1 065 084 000				1 065 084 000	1 049 375 169
		4	771 063 000	50 000 000			821 063 000	821 063 000
		6	-	50 000 000			50 000 000	50 000 000
	Total Cour Suprême		<b>1 836 147 000</b>	<b>100 000 000</b>			<b>1 936 147 000</b>	<b>1 920 438 169</b>
28	Cour des Comptes	2	1 308 808 700				1 308 808 700	957 802 894
		4	2 386 884 000	-			2 386 884 000	2 386 884 000
		6	950 000 000	-			950 000 000	800 000 000
	Total Cour des Comptes		<b>4 645 692 700</b>				<b>4 645 692 700</b>	<b>4 144 686 894</b>
29	Haut Conseil des Collectivités	4	6 000 000 000	-			6 000 000 000	6 000 000 000
		6	500 000 000	-			500 000 000	500 000 000
	Total Haut Conseil des Collectivités		<b>6 500 000 000</b>				<b>6 500 000 000</b>	<b>6 500 000 000</b>
30	Primature	2	2 848 584 980				2 848 584 980	3 220 361 171
		3	3 866 604 000	- 19 376 502			3 847 227 498	3 728 679 755
		4	6 207 085 000	600 000 000			6 807 085 000	6 807 085 000
		5	11 445 000 000	- 30 123 074		10 795 000 000	619 876 926	387 175 645
		6	23 750 000 000	5 546 000 000			29 296 000 000	29 296 000 000
	Total Primature		<b>48 117 273 980</b>	<b>6 096 500 424</b>		<b>10 795 000 000</b>	<b>43 418 774 404</b>	<b>43 439 301 571</b>
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterior	2	24 572 511 620				24 572 511 620	16 648 956 169
		3	23 419 615 000	724 515 778			24 144 130 778	20 367 482 931
		4	9 113 206 000	- 980 073 754			8 133 132 246	6 920 603 022
		5	2 160 000 000	- 6 243 257			2 153 756 743	527 154 407
		6	3 300 000 000	- 1 000 000 000			2 300 000 000	1 800 000 000
	Total Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterior		<b>62 565 332 620</b>	<b>1 261 801 233</b>			<b>61 303 531 387</b>	<b>46 264 196 529</b>
32	Ministère des Forces Armées	2	90 648 157 540				90 648 157 540	91 128 316 166
		3	28 271 390 000	627 882 357			28 899 272 357	27 296 940 399
		4	2 979 687 000	206 000 000			3 185 687 000	3 185 687 000
		5	32 298 500 000	449 093 870	122 011 412		32 869 605 282	29 709 347 719
		6	25 000 939 000	6 693 469 852	3 000 000 000		34 694 408 852	34 694 408 852
		7	150 000 000	-			150 000 000	-
	Total Ministère des Forces Armées		<b>179 348 673 540</b>	<b>7 976 446 079</b>	<b>3 122 011 412</b>		<b>190 447 131 031</b>	<b>186 014 700 136</b>

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LFI (1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES (4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCEMENT PRISE EN CHARGE (6)
33	Ministère de l'Intérieur	2	46 184 428 280				46 184 428 280	39 948 138 847
		3	14 623 136 000	6 191 567 707	-		20 814 703 707	18 438 376 151
		4	18 335 871 000	4 258 560 850	-		14 077 310 150	13 577 310 150
		5	16 955 000 000	639 838 822	762 794 612	4 000 000 000	13 077 955 790	8 593 785 283
		6	37 026 000 000	13 099 893 571	-		50 125 893 571	36 280 893 571
		7	200 000 000	-			200 000 000	-
		Total Ministère de l'Intérieur	133 324 435 280	14 393 061 606	762 794 612	4 000 000 000	144 480 291 498	116 838 504 002
34	Ministère de la Justice	2	18 341 560 700				18 341 560 700	18 380 600 802
		3	7 810 983 000	637 786 518	-		8 448 769 518	6 873 472 827
		4	2 324 762 000	158 280 200	-		2 483 042 200	2 483 042 200
		5	7 443 000 000	1 415 628 317	1 506 809	2 000 000 000	4 028 878 492	350 175 528
		6	500 000 000	-	600 000 000		1 100 000 000	600 000 000
		Total Ministère de la Justice	36 420 305 700	619 561 599	601 506 809	2 000 000 000	34 402 250 910	28 687 291 357
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	2	880 920 340				880 920 340	846 318 008
		3	619 789 000	106 992 132	-		512 796 868	437 750 856
		4	65 000 000	-	-		65 000 000	65 000 000
		5	703 000 000	11 534 931	-		691 465 069	354 355 819
		Total Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service	2 268 709 340	118 527 063			2 150 182 277	1 703 424 683
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	792 934 240				792 934 240	799 222 313
		3	504 170 000	12 075 132	-		516 245 132	485 154 972
		4	696 600 000	325 000 000	-		1 021 600 000	1 021 599 999
		5	1 015 000 000	49 060 962	-		965 939 038	607 607 274
		Total Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec	3 008 704 240	288 014 170			3 296 718 410	2 913 584 558
38	Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	2	211 259 820				211 259 820	198 733 755
		3	637 000 000	7 275 734	-		629 724 266	422 004 585
		5	633 000 000	64 729 223	-		568 270 777	457 252 429
	Total Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie		1 481 259 820	72 004 957			1 409 254 863	1 077 990 769
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie	2	1 136 256 000				1 136 256 000	1 329 857 452
		3	612 799 000	35 004 473	-		577 794 527	475 652 603
		4	3 901 480 000	138 376 903	-		3 763 103 097	3 763 103 097
		5	11 773 000 000	268 452 388	-	9 650 000 000	1 854 547 612	1 221 033 170
		6	8 610 000 000	924 632 373	-		9 534 632 373	9 534 632 373
		7	1 000 000 000	-	-		1 000 000 000	953 540 964
		Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	27 033 535 000	482 798 609	-	9 650 000 000	17 866 333 609	17 277 819 659
41	Min. Infras. Transp. Terrestres et du	2	595 635 920				595 635 920	669 625 493
		3	291 484 000	9 823 614	-		281 660 386	232 180 963
		4	5 650 000 000	783 342 603	-		6 433 342 603	6 033 342 603
		5	67 425 000 000	1 708 178 666	-	65 200 000 000	516 821 334	363 311 183
		6	124 625 000 000	5 290 000 000	12 500 000 000		131 835 000 000	91 450 000 000
		Total Min. Infras. Transp. Terrestres et	198 587 119 920	6 224 659 677	12 500 000 000	65 200 000 000	139 662 460 243	98 748 460 242
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	2	2 859 770 400				2 859 770 400	2 072 609 633
		3	1 335 061 000	63 550 418	-		1 271 510 582	1 055 517 621
		4	26 607 148 000	1 550 000 000	-		25 057 148 000	24 504 245 628
		5	105 704 888 000	717 160 329	63 192 730	102 196 888 000	2 854 032 401	999 110 917
		6	39 857 000 000	2 430 164 952	2 000 000 000		39 426 835 048	29 920 798 123
		Total Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	176 363 867 400	4 760 875 699	2 063 192 730	102 196 888 000	71 469 296 431	58 552 281 922
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	2	21 853 687 140				21 853 687 140	21 405 309 939
		3	12 790 670 000	819 241 193	-		13 609 911 193	9 376 409 329
		4	7 043 080 000	230 193 258	-		6 812 886 742	6 519 820 000
		5	20 061 400 000	575 372 051	1 125 154 898	2 828 100 000	18 933 826 949	11 026 170 361
		6	49 746 560 000	15 618 314 761	9 635 000 000		74 999 874 761	68 970 031 612
		7	110 000 000 000	-	-		110 000 000 000	102 775 912 934
	Total Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		221 495 397 140	16 782 734 747	10 760 154 898	2 828 100 000	246 210 186 785	220 073 654 175

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LFI (1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES (4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCEMENT PRISE EN CHARGE (6)
44	Ministère du Pétrole et des Energies	2	190 184 400				190 184 400	261 198 397
		3	1 767 534 000	- 1 527 822 611			239 711 389	169 524 748
		4	2 304 681 000	- 1 000 000 000			1 304 681 000	1 304 681 000
		5	63 460 000 000	- 2 016 595		60 000 000 000	3 457 983 405	37 004 300
		6	29 313 000 000	- 6 567 500 000	500 000 000		23 245 500 000	17 329 000 000
	Total Ministère du Pétrole et des		<b>97 035 399 400</b>	<b>- 9 097 339 206</b>	<b>500 000 000</b>	<b>60 000 000 000</b>	<b>28 438 060 194</b>	<b>19 101 408 445</b>
45	Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	2	1 320 361 260				1 320 361 260	1 333 186 351
		3	405 607 000	36 289 711			441 896 711	333 964 689
		4	2 332 935 000	300 000 000			2 632 935 000	2 617 246 629
		5	8 459 730 000	169 470 753	34 322 919	7 894 730 000	768 793 672	334 931 473
		6	2 937 000 000	50 000 000	150 000 000		3 137 000 000	2 836 500 000
	Total Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME		<b>15 455 633 260</b>	<b>555 760 464</b>	<b>184 322 919</b>	<b>7 894 730 000</b>	<b>8 300 986 643</b>	<b>7 455 829 142</b>
46	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	1 142 408 560				1 142 408 560	983 441 590
		3	393 871 000	- 14 639 645			379 231 355	341 587 940
		4	15 668 600 000				15 668 600 000	15 668 600 000
		5	7 145 000 000	35 266 577		5 745 000 000	1 435 266 577	578 671 522
		6	49 266 100 000	- 45 750 000	4 997 500 000		54 217 850 000	51 329 400 000
	Total Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie		<b>73 615 979 560</b>	<b>- 25 123 068</b>	<b>4 997 500 000</b>	<b>5 745 000 000</b>	<b>72 843 356 492</b>	<b>68 901 701 052</b>
47	Min Industrie et Petite et Moyenne	2	325 980 460				325 980 460	248 547 704
		3	222 343 000	- 3 003 627			219 339 373	191 710 537
		4	1 337 805 000	75 000 000			1 412 805 000	1 412 805 000
		5	615 000 000	- 7 145 421			607 854 579	534 445 993
		6	1 865 000 000	70 000 000	1 250 000 000		3 185 000 000	3 185 000 000
	Total Min Industrie et Petite et		<b>4 366 128 460</b>	<b>134 850 952</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>-</b>	<b>5 750 979 412</b>	<b>5 572 509 234</b>
49	Min. Tourisme	2	443 969 380				443 969 380	309 206 294
		3	401 099 000	- 36 084 444			365 014 556	246 253 075
		4	5 930 000 000	- 541 000 000			5 389 000 000	5 389 000 000
		5	4 275 000 000	24 541 019		3 700 000 000	599 541 019	143 706 697
		6	16 745 000 000	- 6 820 000 000	1 750 000 000		11 675 000 000	6 925 000 000
	Total Min. Tourisme		<b>27 795 068 380</b>	<b>- 7 372 543 425</b>	<b>1 750 000 000</b>	<b>3 700 000 000</b>	<b>18 472 524 955</b>	<b>13 013 166 066</b>
50	Ministère de l'Education Nationale	2	266 262 583 000				266 262 583 000	293 247 971 284
		3	89 251 041 000	- 720 957 725			88 530 083 275	87 107 960 427
		4	6 511 905 000	- 552 920			6 511 352 080	6 500 352 080
		5	36 849 254 000	- 123 111 630		24 815 000 000	11 911 142 370	4 858 159 443
		6	3 915 355 000	53 000 000			3 968 355 000	3 915 355 000
	Total Ministère de l'Education		<b>402 790 138 000</b>	<b>- 791 622 275</b>	<b>-</b>	<b>24 815 000 000</b>	<b>377 183 515 725</b>	<b>395 629 798 234</b>
52	Ministère des Sports	2	1 128 766 640				1 128 766 640	985 926 352
		3	3 593 277 000	2 241 388 814			5 834 665 814	5 628 069 925
		4	500 275 000	1 417 725 000			1 918 000 000	1 918 000 000
		5	11 874 000 000	- 4 334 372 478		2 000 000 000	5 539 627 522	5 118 936 153
		6	500 000 000				500 000 000	500 000 000
	Total Ministère des Sports		<b>17 596 318 640</b>	<b>- 675 258 664</b>	<b>-</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>14 921 059 976</b>	<b>14 150 932 430</b>
53	Ministère de la Culture	2	1 024 902 740				1 024 902 740	930 535 077
		3	449 868 000	3 230 069			453 098 069	383 775 687
		4	9 900 266 000	1 957 186 000			11 857 452 000	11 783 560 600
		5	7 580 000 000	- 265 200 488	670 260 561	6 300 000 000	1 685 060 073	760 023 992
		6	8 133 000 000	50 000 000	3 400 000 000		11 483 000 000	11 283 000 000
	Total Ministère de la Culture		<b>27 088 036 740</b>	<b>1 645 215 581</b>	<b>4 070 260 561</b>	<b>6 300 000 000</b>	<b>26 503 512 882</b>	<b>25 140 895 356</b>
54	Ministère de la Santé et de l'Action	2	36 174 009 000				36 174 009 000	35 212 473 807
		3	7 675 537 000	2 579 662 427			10 255 199 427	9 031 036 343
		4	39 265 805 000	- 142 193 000			39 123 612 000	39 121 612 000
		5	71 142 000 000	16 376 946 729	677 175 698	37 755 000 000	17 687 228 969	7 875 944 175
		6	9 265 000 000	- 1 774 431 214			7 490 568 786	4 013 092 898
	Total Ministère de la Santé et de		<b>163 522 351 000</b>	<b>- 15 713 908 516</b>	<b>677 175 698</b>	<b>37 755 000 000</b>	<b>110 730 618 182</b>	<b>95 254 159 223</b>

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LFI (1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES (4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNEMENT PRISE EN CHARGE (6)
55	Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	2	1 135 779 000				1 135 779 000	
		3	696 209 000	- 26 576 696	-		669 632 304	370 276 959
		4	1 599 900 000	- 272 180 000	-		1 327 720 000	1 307 720 000
		5	3 095 000 000	100 381 885	-	2 500 000 000	695 381 885	463 553 122
		6	10 525 000 000	-	-		10 525 000 000	9 412 500 000
		Total Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du	17 051 888 000	- 198 374 811	-	2 500 000 000	14 353 513 189	12 481 250 787
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	5 999 492 020				5 999 492 020	5 367 823 577
		3	2 809 728 000	16 221 633	-		2 825 949 633	2 647 414 069
		4	922 257 000	-	-		922 257 000	854 701 000
		5	11 486 000 000	- 44 193 198	225 469 498	5 835 000 000	5 832 276 300	4 403 269 271
		6	2 005 000 000	- 100 000 000	200 000 000		2 105 000 000	1 632 000 000
		Total Ministère de l'Environnement et du développement durable	23 222 477 020	- 127 971 565	425 469 498	5 835 000 000	17 684 974 953	14 905 207 917
58	Ministère de la Femme, Famille et du	2	1 141 600 540				1 141 600 540	1 001 834 415
		3	992 980 000	- 29 739 873	-		963 240 127	904 992 520
		4	1 151 752 000	375 000 000	-		1 526 752 000	1 526 752 000
		5	11 186 168 000	- 121 254 097	25 488 000	8 240 000 000	2 850 401 903	1 229 358 244
		6	2 950 000 000	50 000 000	-		3 000 000 000	2 447 500 000
		Total Ministère de la Femme, Famille	17 422 500 540	- 274 006 030	25 488 000	8 240 000 000	9 481 994 570	7 110 437 179
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	2	7 827 703 000				7 827 703 000	11 582 111 206
		3	5 339 640 000	- 112 858 234	-		5 226 781 766	5 073 167 180
		4	2 116 656 000	1 445 319 500	-		3 561 975 500	3 561 970 500
		5	18 247 645 000	- 457 102 899	425 000 000	12 692 821 000	5 522 721 101	1 763 173 171
		6	2 940 000 000	150 000 000	-		3 090 000 000	2 800 000 000
		Total Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	36 471 644 000	- 1 025 358 367	425 000 000	12 692 821 000	25 229 181 367	24 780 422 057
60	Charges non Réparties	2	34 688 906 360	- 29 550 000			34 659 356 360	33 208 696 175
		3	120 914 897 000	- 23 734 094 480	-		97 180 802 520	141 778 408 920
		4	14 948 000 000	5 802 329 116	-		20 750 329 116	20 550 329 116
		5	30 000 000 000	- 30 000 000 000	-		-	-
		6	9 200 000 000	17 847 500 000	-		27 047 500 000	26 547 500 000
		Total Charges non Réparties	209 751 803 360	- 30 113 815 364	-	-	179 637 987 996	222 084 934 211
62	Ministère de l'Elevage et des	2	1 931 877 000				1 931 877 000	2 186 020 120
		3	1 005 551 000	21 716 466	-		1 027 267 466	421 500 536
		4	323 142 000	-	-		323 142 000	323 142 000
		5	15 156 000 000	- 828 628 346	-	12 009 000 000	2 318 371 654	728 509 255
		6	3 888 000 000	300 000 000	-		4 188 000 000	3 198 000 000
		Total Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	22 304 570 000	- 506 911 880	-	12 009 000 000	9 788 658 120	6 857 171 911
63	Min Communication, Télécommunications, Postes et	2	363 935 020				363 935 020	373 577 725
		3	315 456 000	- 43 074 579	-		272 381 421	239 887 585
		4	1 300 000 000	650 000 000	-		650 000 000	650 000 000
		5	1 750 000 000	- 110 135 165	-	1 000 000 000	639 864 835	269 484 267
		6	500 000 000	60 000 000	-		560 000 000	500 000 000
		Total Min Communication, Télécommunications, Postes et	4 229 391 020	- 743 209 744	-	1 000 000 000	2 486 181 276	2 032 949 577
65	Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement	2	1 191 390 000	29 550 000			1 220 940 000	1 180 262 086
		3	259 402 000	- 14 661 890	-		244 740 110	191 790 468
		4	41 928 339 000	-	-		41 928 339 000	41 928 339 000
		5	13 400 265 000	- 830 152 415	19 005 405	11 966 265 000	622 852 990	459 976 000
		6	32 725 000 000	850 000 000	1 950 000 000		35 525 000 000	32 725 000 000
		Total Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement	89 504 396 000	- 34 735 695	1 969 005 405	11 966 265 000	79 541 872 100	76 485 367 554

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LFI (1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES (4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNEMENT PRISE EN CHARGE (6)
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	744 420 000				744 420 000	741 985 722
		3	423 631 000	- 40 943 656		-	382 687 344	295 255 432
		4	1 837 123 000	18 000 000		-	1 855 123 000	1 855 123 000
		5	28 053 429 000	- 364 867 306	511 180 580	23 026 429 000	5 173 313 274	1 573 832 521
		6	25 188 000 000	- 814 500 000	2 756 296 226		27 129 796 226	20 413 000 000
	Total Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		56 246 603 000	- 1 202 310 962	3 267 476 806	23 026 429 000	35 285 339 844	24 879 196 675
75	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	2	503 582 840				503 582 840	533 317 204
		3	2 670 972 000	964 316 278		-	3 635 288 278	3 289 986 445
		4	123 456 421 000	8 691 915 200		-	132 148 336 200	128 135 942 855
		5	14 122 000 000	- 92 629 591		-	8 850 000 000	5 179 370 409
		6	21 250 000 000	- 3 865 365 348	900 000 000		18 284 634 652	17 984 634 652
	Total Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation		162 002 975 840	5 698 236 539	900 000 000	8 850 000 000	159 751 212 379	151 123 046 836
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices	2	228 579 740				228 579 740	229 269 351
		3	174 810 000	- 2 459 974		-	172 350 026	126 744 568
		4	7 075 034 000	- 1 095 358 438		-	5 979 675 562	5 278 487 562
		5	4 650 000 000	- 6 206 920		-	643 793 080	363 221 924
		6	1 800 000 000		-	-	1 800 000 000	1 800 000 000
	Total Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices		13 928 423 740	- 1 104 025 332		-	4 000 000 000	8 824 398 408
	Total général		3 359 950 000 000	-	50 654 359 348	437 000 000 000	2 973 604 359 348	2 868 978 661 128

## **ANNEXE III SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES SUR COMPTES SPECIAUX DU  
TRESOR  
GESTION 2017**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFI</b>	<b>Modificatio ns</b>	<b>Total crédits ouverts</b>	<b>Ordonnancements pris en charge</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>				
96.101 Fonds national de retraite	89 000 000 000		89 000 000 000	101 036 413 438
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000		500 000 000	367 519 783
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950 000 000		950 000 000	953 540 964
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000		200 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>90 650 000 000</b>	<b>0</b>	<b>90 650 000 000</b>	<b>102 357 474 185</b>
<b>Comptes de commerce</b>				
96.201 Opérations des armées à caractere industriel et com.	150 000 000	0	150 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de prêts</b>				
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	0	800 000 000	0
96. 504 Prêts à divers organismes	850 000 000	0	850 000 000	
96.507 Prêts aux particuliers	18 100 000 000	0	18 100 000 000	1 739 499 496
<b>Sous-total</b>	<b>19 750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>19 750 000 000</b>	<b>1 739 499 496</b>
<b>Comptes d'avances</b>				
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	0	800 000 000	
96.609 Avances à 1 an à divers agents	0	0	0	
<b>Sous-total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>				
96.701 Garanties et Avals	500 000 000		500 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>500 000 000</b>		<b>500 000 000</b>	
<b>Total général</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>0</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>104 096 973 681</b>

## **DEVELOPPEMENT DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR GESTION 2017**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFI</b>	<b>Modificatio ns</b>	<b>Total Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>				
96.101 Fonds national de retraite	89 000 000 000		89 000 000 000	93 641 230 166
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000		500 000 000	542 526 443
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950 000 000		950 000 000	1 411 445 706
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000		200 000 000	500 000
<b>Sous-total</b>	<b>90 650 000 000</b>	<b>0</b>	<b>90 650 000 000</b>	<b>95 595 702 315</b>
<b>Comptes de commerce</b>				
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000		150 000 000	0
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de prêts</b>				
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000		800 000 000	0
96. 504 Prêts à divers organismes	850 000 000		850 000 000	
96.507 Prêts aux particuliers	18 100 000 000		18 100 000 000	7 803 269 511
<b>Sous-total</b>	<b>19 750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>19 750 000 000</b>	<b>7 803 269 511</b>
<b>Comptes d'avances</b>				
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000		800 000 000	0
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	0		0	
<b>Sous-total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>				
96.701 Garanties et Avals	500 000 000		500 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000 000</b>	
<b>Total général</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>0</b>	<b>111 850 000 000</b>	<b>103 398 971 826</b>

## **ANNEXE IV SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS PAR SECTION ET PAR TITRE**

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

<b>LIBELLE SECTION</b>	<b>TITRE</b>	<b>Disponible</b>	<b>Dépassement</b>
Dette publique	1	-	60 523 442 894
<b>Total Dette publique</b>		-	<b>60 523 442 894</b>
Présidence de la République	2	-	1 518 496 587
	3	941 591 019	
	4	275 000 000	
	5	257 110 534	
	6	19 565 000 000	
	7	132 480 217	
<b>Total Présidence de la République</b>		<b>21 171 181 770</b>	<b>1 518 496 587</b>
Assemblée Nationale	4	-	
	6	-	
<b>Total Assemblée Nationale</b>		-	-
Conseil Economique, Social et Environnemental	4	-	
	6	-	
<b>Total Conseil Economique, Social et Environnemental</b>		-	-
Conseil Constitutionnel	2	2 717 677	
	4	-	
<b>Total Conseil Constitutionnel</b>		<b>2 717 677</b>	-
Cour Suprême	2	15 708 831	
	4	-	
	6	-	
<b>Total Cour Suprême</b>		<b>15 708 831</b>	-
Cour des Comptes	2	351 005 806	
	4	-	
	6	150 000 000	
<b>Total Cour des Comptes</b>		<b>501 005 806</b>	-
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4	-	
	6	-	
<b>Total Haut Conseil des Collectivités Territoriales</b>		-	-
Primature	2	-	371 776 191
	3	118 547 743	
	4	-	
	5	232 701 281	
	6	-	
<b>Total Primature</b>		<b>351 249 024</b>	<b>371 776 191</b>
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterior	2	7 923 555 451	
	3	3 776 647 847	
	4	1 212 529 224	
	5	1 626 602 336	
	6	500 000 000	
<b>Total Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterior</b>		<b>15 039 334 858</b>	-
Ministère des Forces Armées	2	-	480 158 626
	3	1 602 331 958	
	4	-	
	5	3 160 257 563	
	6	-	
	7	150 000 000	
<b>Total Ministère des Forces Armées</b>		<b>4 912 589 521</b>	<b>480 158 626</b>
Ministère de l'Intérieur	2	6 236 289 433	
	3	2 376 327 556	
	4	500 000 000	
	5	4 484 170 507	
	6	13 845 000 000	
	7	200 000 000	
<b>Total Ministère de l'Intérieur</b>		<b>27 641 787 496</b>	-
Ministère de la Justice	2	-	39 040 102
	3	1 575 296 691	
	4	-	
	5	3 678 702 964	
	6	500 000 000	
<b>Total Ministère de la Justice</b>		<b>5 753 999 655</b>	<b>39 040 102</b>
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau	2	34 602 332	
	3	75 046 012	
	4	-	
	5	337 109 250	
<b>Total Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau</b>		<b>446 757 594</b>	-

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

<b>LIBELLE SECTION</b>	<b>TITRE</b>	<b>Disponible</b>	<b>Dépassement</b>
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des	2		- 6 288 073
	3	31 090 160	
	4	1	
	5	358 331 764	
<b>Total Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des</b>		<b>389 421 925</b>	<b>- 6 288 073</b>
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	2	12 526 065	
	3	207 719 681	
	5	111 018 348	
<b>Total Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie</b>		<b>331 264 094</b>	<b>-</b>
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2		- 193 601 452
	3	102 141 924	
	4	-	
	5	633 514 442	
	6	-	
	7	46 459 036	
<b>Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>		<b>782 115 402</b>	<b>- 193 601 452</b>
Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	2		- 73 989 573
	3	49 479 423	
	4	400 000 000	
	5	153 510 151	
	6	40 385 000 000	
<b>Total Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.</b>		<b>40 987 989 574</b>	<b>- 73 989 573</b>
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	2	787 160 767	
	3	215 992 961	
	4	552 902 372	
	5	1 854 921 484	
	6	9 506 036 925	
<b>Total Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural</b>		<b>12 917 014 509</b>	<b>-</b>
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	2	448 377 201	
	3	4 233 501 864	
	4	293 066 742	
	5	7 907 656 588	
	6	6 029 843 149	
	7	7 224 087 066	
<b>Total Ministère de l'Economie, des Finances et du plan</b>		<b>26 136 532 610</b>	<b>-</b>
Ministère du Pétrole et des Energies	2		- 71 013 997
	3	70 186 641	
	4	-	
	5	3 420 979 105	
	6	5 916 500 000	
<b>Total Ministère du Pétrole et des Energies</b>		<b>9 407 665 746</b>	<b>- 71 013 997</b>
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	2		- 12 825 091
	3	107 932 022	
	4	15 688 371	
	5	433 862 199	
	6	300 500 000	
<b>Total Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME</b>		<b>857 982 592</b>	<b>- 12 825 091</b>
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	158 966 970	
	3	37 643 415	
	4	-	
	5	856 595 055	
	6	2 888 450 000	
<b>Total Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie</b>		<b>3 941 655 440</b>	<b>-</b>
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	2	77 432 756	
	3	27 628 836	
	4	-	
	5	73 408 586	
	6	-	
<b>Total Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie</b>		<b>178 470 178</b>	<b>-</b>

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

<b>LIBELLE SECTION</b>	<b>TITRE</b>	<b>Disponible</b>	<b>Dépassement</b>
Min. Tourisme	2	134 763 086	
	3	118 761 481	
	4	-	
	5	455 834 322	
	6	4 750 000 000	
<b>Total Min. Tourisme</b>		<b>5 459 358 889</b>	<b>-</b>
Ministère de l'Education Nationale	2		- 26 985 388 284
	3	1 422 122 848	
	4	11 000 000	
	5	7 052 982 927	
	6	53 000 000	
<b>Total Ministère de l'Education Nationale</b>		<b>8 539 105 775</b>	<b>- 26 985 388 284</b>
Ministère des Sports	2	142 840 288	
	3	206 595 889	
	4	-	
	5	420 691 369	
	6	-	
<b>Total Ministère des Sports</b>		<b>770 127 546</b>	<b>-</b>
Ministère de la Culture	2	94 367 663	
	3	69 322 382	
	4	73 891 400	
	5	925 036 081	
	6	200 000 000	
<b>Total Ministère de la Culture</b>		<b>1 362 617 526</b>	<b>-</b>
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	961 535 193	
	3	1 224 163 084	
	4	2 000 000	
	5	9 811 284 794	
	6	3 477 475 888	
<b>Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>		<b>15 476 458 959</b>	<b>-</b>
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	2	208 578 294	
	3	299 355 345	
	4	20 000 000	
	5	231 828 763	
	6	1 112 500 000	
<b>Total Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat</b>		<b>1 872 262 402</b>	<b>-</b>
Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	631 668 443	
	3	178 535 564	
	4	67 556 000	
	5	1 429 007 029	
	6	473 000 000	
<b>Total Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>		<b>2 779 767 036</b>	<b>-</b>
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	2	139 766 125	
	3	58 247 607	
	4	-	
	5	1 621 043 659	
	6	552 500 000	
<b>Total Ministère de la Femme, Famille et du Genre</b>		<b>2 371 557 391</b>	<b>-</b>
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2		- 3 754 408 206
	3	153 614 586	
	4	5 000	
	5	3 759 547 930	
	6	290 000 000	
<b>Total Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b>		<b>4 203 167 516</b>	<b>- 3 754 408 206</b>

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

<b>LIBELLE SECTION</b>	<b>TITRE</b>	<b>Disponible</b>	<b>Dépassement</b>
Charges non Réparties	2	1 450 660 185	
	3		- 44 597 606 400
	4	200 000 000	
	5	-	
	6	500 000 000	
<b>Total Charges non Réparties</b>		<b>2 150 660 185</b>	<b>- 44 597 606 400</b>
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2		- 254 143 120
	3	605 766 930	
	4	-	
	5	1 589 862 399	
	6	990 000 000	
<b>Total Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>		<b>3 185 629 329</b>	<b>- 254 143 120</b>
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	2		- 9 642 705
	3	32 493 836	
	4	-	
	5	370 380 568	
	6	60 000 000	
<b>Total Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique</b>		<b>462 874 404</b>	<b>- 9 642 705</b>
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	2	40 677 914	
	3	52 949 642	
	4	-	
	5	162 876 990	
	6	2 800 000 000	
<b>Total Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire</b>		<b>3 056 504 546</b>	<b>-</b>
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	2 434 278	
	3	87 431 912	
	4	-	
	5	3 599 480 753	
	6	6 716 796 226	
<b>Total Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>		<b>10 406 143 169</b>	<b>-</b>
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	2		- 29 734 364
	3	345 301 833	
	4	4 012 393 345	
	5	4 000 204 729	
	6	300 000 000	
<b>Total Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation</b>		<b>8 657 899 907</b>	<b>- 29 734 364</b>
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement	2		- 689 611
	3	45 605 458	
	4	701 188 000	
	5	280 571 156	
	6	-	
<b>Total Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement</b>		<b>1 027 364 614</b>	<b>- 689 611</b>
<b>Total Général</b>		<b>243 547 943 496</b>	<b>- 138 922 245 276</b>

## **ANNEXE V SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION**

<b>Num section</b>	<b>Libelle Section</b>	<b>Titre</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>
21	Présidence de la République	3		- 235 708 975
		4	5 950 000 000	
		5	26 690 752	
		6	18 461 060 000	
		7	-	
Total 21			24 437 750 752	- 235 708 975
22	Assemblée Nationale	4	460 084 000	
		6	380 000 000	
Total 22			840 084 000	-
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	6	200 000 000	
Total 24			200 000 000	-
27	Cour Suprême	4	50 000 000	
		6	50 000 000	
Total 27			100 000 000	-
30	Primature	3		- 19 376 502
		4	600 000 000	
		5		- 30 123 074
		6	5 546 000 000	
Total 30			6 146 000 000	- 49 499 576
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	-	
		3	724 515 778	
		4		- 980 073 754
		5		- 6 243 257
		6		- 1 000 000 000
Total 31			724 515 778	- 1 986 317 011
32	Ministère des Forces Armées	3	627 882 357	
		4	206 000 000	
		5	449 093 870	
		6	6 693 469 852	
Total 32			7 976 446 079	-
33	Ministère de l'Intérieur	3	6 191 567 707	
		4		- 4 258 560 850
		5		- 639 838 822
		6	13 099 893 571	
Total 33			19 291 461 278	- 4 898 399 672
34	Ministère de la Justice	3	637 786 518	
		4	158 280 200	
		5		- 1 415 628 317
Total 34			796 066 718	- 1 415 628 317
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	3		- 106 992 132
		5		- 11 534 931
Total 35			-	- 118 527 063
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	3	12 075 132	

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

		4	325 000 000	
		5		- 49 060 962
<b>Total 37</b>			<b>337 075 132</b>	<b>- 49 060 962</b>
38	Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	3		- 7 275 734
		5		- 64 729 223
<b>Total 38</b>				<b>- 72 004 957</b>
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3		- 35 004 473
		4		- 138 376 903
		5		- 268 452 388
		6	924 632 373	
		7	-	
<b>Total 40</b>			<b>924 632 373</b>	<b>- 441 833 764</b>
41	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désecl.	3		- 9 823 614
		4	783 342 603	
		5		- 1 708 178 666
		6		- 5 290 000 000
<b>Total 41</b>			<b>783 342 603</b>	<b>- 7 008 002 280</b>
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	3		- 63 550 418
		4		- 1 550 000 000
		5		- 717 160 329
		6		- 2 430 164 952
<b>Total 42</b>				<b>- 4 760 875 699</b>
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	3	819 241 193	
		4		- 230 193 258
		5	575 372 051	
		6	15 618 314 761	
<b>Total 43</b>			<b>17 012 928 005</b>	<b>- 230 193 258</b>
44	Ministère du Pétrole et des Energies	3		- 1 527 822 611
		4		- 1 000 000 000
		5		- 2 016 595
		6		- 6 567 500 000
<b>Total 44</b>				<b>- 9 097 339 206</b>
45	Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	3	36 289 711	
		4	300 000 000	
		5	169 470 753	
		6	50 000 000	
<b>Total 45</b>			<b>555 760 464</b>	<b>-</b>
46	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	3		- 14 639 645
		5	35 266 577	
		6		- 45 750 000
<b>Total 46</b>			<b>35 266 577</b>	<b>- 60 389 645</b>
47	Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	3		- 3 003 627
		4	75 000 000	
		5		- 7 145 421
		6	70 000 000	
<b>Total 47</b>			<b>145 000 000</b>	<b>- 10 149 048</b>

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

49	Min. Tourisme	3		-	36 084 444
		4		-	541 000 000
		5	24 541 019		
		6		-	6 820 000 000
<b>Total 49</b>			<b>24 541 019</b>	<b>-</b>	<b>7 397 084 444</b>
50	Ministère de l'Education Nationale	3		-	720 957 725
		4		-	552 920
		5		-	123 111 630
		6	53 000 000		
<b>Total 50</b>			<b>53 000 000</b>	<b>-</b>	<b>844 622 275</b>
52	Ministère des Sports	3	2 241 388 814		
		4	1 417 725 000		
		5		-	4 334 372 478
<b>Total 52</b>			<b>3 659 113 814</b>	<b>-</b>	<b>4 334 372 478</b>
53	Ministère de la Culture	3	3 230 069		
		4	1 957 186 000		
		5		-	265 200 488
		6		-	50 000 000
<b>Total 53</b>			<b>1 960 416 069</b>	<b>-</b>	<b>315 200 488</b>
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	2 579 662 427		
		4		-	142 193 000
		5		-	16 376 946 729
		6		-	1 774 431 214
<b>Total 54</b>			<b>2 579 662 427</b>	<b>-</b>	<b>18 293 570 943</b>
55	Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	3		-	26 576 696
		4		-	272 180 000
		5	100 381 885		
		6		-	
<b>Total 55</b>			<b>100 381 885</b>	<b>-</b>	<b>298 756 696</b>
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	16 221 633		
		5		-	44 193 198
		6		-	100 000 000
<b>Total 56</b>			<b>16 221 633</b>	<b>-</b>	<b>144 193 198</b>
58	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	3		-	29 739 873
		4	375 000 000		
		5		-	121 254 097
		6	50 000 000		
<b>Total 58</b>			<b>425 000 000</b>	<b>-</b>	<b>150 993 970</b>
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	3		-	112 858 234
		4	1 445 319 500		
		5		-	457 102 899
		6	150 000 000		
<b>Total 59</b>			<b>1 595 319 500</b>	<b>-</b>	<b>569 961 133</b>
60	Charges non Réparties	2		-	29 550 000
		3		-	23 734 094 480
		4	5 802 329 116		
		5		-	30 000 000 000
		6	17 847 500 000		

**Projet de loi de règlement de l'année 2017**

<b>Total 60</b>			<b>23 649 829 116</b>	-	<b>53 763 644 480</b>
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	21 716 466		
		5		-	828 628 346
		6	300 000 000		
<b>Total 62</b>			<b>321 716 466</b>	-	<b>828 628 346</b>
63	Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	3		-	43 074 579
		4		-	650 000 000
		5		-	110 135 165
		6	60 000 000		
<b>Total 63</b>			<b>60 000 000</b>	-	<b>803 209 744</b>
65	Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	2	29 550 000		
		3		-	14 661 890
		5		-	830 152 415
		6	850 000 000		
<b>Total 65</b>			<b>879 550 000</b>	-	<b>844 814 305</b>
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3		-	40 943 656
		4	18 000 000		
		5		-	364 867 306
		6		-	814 500 000
<b>Total 68</b>			<b>18 000 000</b>	-	<b>1 220 310 962</b>
75	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	3	964 316 278		
		4	8 691 915 200		
		5		-	92 629 591
		6		-	3 865 365 348
<b>Total 75</b>			<b>9 656 231 478</b>	-	<b>3 957 994 939</b>
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	3		-	2 459 974
		4		-	1 095 358 438
		5		-	6 206 920
<b>Total 82</b>			<b>-</b>	-	<b>1 104 025 332</b>
<b>Total général</b>			<b>125 305 313 166</b>	-	<b>125 305 313 166</b>

## **ANNEXE VI PERTES ET PROFITS**

### **PERTES ET PROFITS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

<b>LIBELLES</b>	<b>Solde d'entrée</b>	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Profit</b>
96.101 Fonds national de retraite	536 469 299	93 641 230 166	101 036 413 438	- 6 858 713 973
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique		542 526 443	367 519 783	175 006 660
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche		1 411 445 706	953 540 964	457 904 742
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie		500 000	0	500 000
<b>Total</b>	<b>536 469 299</b>	<b>95 595 702 315</b>	<b>102 357 474 185</b>	<b>-6 225 302 571</b>

### **PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**

<b>N° Compte</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Débits</b>	<b>Crédits</b>	<b>Pertes</b>	<b>Profits</b>
470.191.1	Remises débitants de timbres	2 244 180	2 167 630	76 550	
470.191.2	Litiges Douaniers à régulariser	567 427 320		567 427 320	
470.191.3	Remb. Retenu à la source	786 430 049		786 430 049	
<b>Totaux</b>		<b>1 356 101 549</b>	<b>2 167 630</b>	<b>1 353 933 919</b>	

<b>PERTE NETTE</b>	<b>-1 353 933 919</b>
--------------------	-----------------------